

## **Réponse à l'Appel à candidature (AAC)**

**« Soutien aux stratégies locales de développement  
sous la forme du Développement Local  
mené par les Acteurs Locaux (DLAL)  
sur un cadre multi-fonds : l'OS5 du FEDER et LEADER »**

Vendredi 17 juin 2022

Syndicat Mixte Charente e Limousin  
1 avenue Voltaire 87200 SAINT-JUNIEN Tél. 05 55 02 14 60

# Contenu de la candidature

Le dossier de candidature rassemble l'ensemble des éléments permettant de comprendre les modalités de mobilisation des acteurs publics et privés lors de l'élaboration puis de la gouvernance de la stratégie de développement local, le plan d'actions et son plan de financement prévisionnel, ainsi que les modalités d'organisation du territoire pour porter le dispositif.

## SOMMAIRE

**1. L'engagement de la structure portant la candidature** *et/ou des intercommunalités composant le territoire* pour indiquer leur accord à la stratégie déposée dans le cadre de cette candidature (courrier d'engagement co-signé et/ou délibération de chaque intercommunalité indiquant la délégation de mise en œuvre de la stratégie de développement local sous la forme d'un DLAL à la structure portant la candidature).

**2. Les coordonnées du territoire** : Nom du territoire, structure porteuse, représentant légal/qualité et contact technique (nom, adresse, téléphone, mail).

**3. L'ensemble des éléments indiqués dans la partie B de l'appel à candidatures renseigné selon le plan indiqué ci-dessous** :

- 31. La présentation de la zone géographique et de la population concernées par la stratégie ;
- 32. Le descriptif des modalités de mobilisation des acteurs locaux pour la préparation de la candidature ;
- 33. L'analyse des besoins et du potentiel de développement du territoire ;
- 34. La description de la stratégie et de ses objectifs ;
- 35. La présentation du plan d'actions
- 36. Le plan de financement de la stratégie par fonds
- 37. La description des mécanismes d'animation / communication, de gestion, de suivi et d'évaluation de la stratégie ;
- 38. La description du processus de mobilisation et de participation des acteurs locaux dans la stratégie ;
- 39. L'engagement du territoire pour la mise œuvre de la stratégie de développement local en Nouvelle Aquitaine, signé par la structure porteuse et/ou les intercommunalités composant le territoire.

**4. Résumé de 4 pages maximum** qui rappelle :

- les points essentiels du diagnostic,
- la stratégie retenue par le territoire,
- le plan d'actions prévisionnelles,
- la valeur ajoutée attendue de la stratégie de développement local,
- la maquette ventilée en %,
- les moyens prévus pour assurer la bonne mise en œuvre du programme.

# 1. Engagement de la structure portant la candidature

Délibération du 23 mai 2022 du syndicat mixte Charente e Limousin

Concernant « le soutien aux stratégies locales de développement sous la forme du Développement Local mené par les Acteurs Locaux (DLAL) sur un cadre multi-fonds : l'OS5 du FEDER et LEADER »

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL SYNDICAL DE CHARENTE E LIMOUSIN

Séance ordinaire du 23 mai 2022

Convocation adressée à chaque conseiller syndical le 17 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux, le vingt-trois du mois de mai à dix heures, les membres du conseil syndical du syndicat mixte Charente E Limousin, dûment convoqués par le Président, se sont assemblés en session ordinaire, en visio-conférence Zoom, sous la présidence de Monsieur Jean DUCHAMBON, Président de Charente E Limousin

PRÉSENTS		
Président		
1	DUCHAMBON Jean	
Délégués syndicaux		
2	ALLARD Pierre	5 PARVERY Maryse
3	ALMOSTER RODRIGUES Anne-Marie	6 PATAUD Jean Pierre
4	LANNETTE MICHAUT Vanessa	7 VARACHAUD Agnès
*****		
PROCURATIONS		
GRANET Thierry, délégué syndical, à DUCHAMBON Jean, président		
*****		
EXCUSÉS REPRÉSENTÉS		
GEROUARD Christophe, vice-président, représenté par PATAUD Jean Pierre, délégué syndical suppléant		
*****		
EXCUSÉS		
BOUTANT Michel, délégué syndical		
BOUTY Philippe, délégué syndical		
GRANDCOING Bruno, délégué syndical		
POINT Fabrice, délégué syndical		
PRECIGOUT Sandrine, délégué syndical		
SAVY Benoît, vice-président		

formant la majorité des membres en exercice.

LANNETTE MICHAUT Vanessa, déléguée syndicale, élue secrétaire, siège en cette qualité.

Nombre de conseillers en exercice	: 15
Nombre de suffrages exprimés	: 9
Votes pour	: 9
Votes contre	: 0
Abstentions	: 0

### 2022/05 – APPROCHE TERRITORIALE DES FONDS EUROPEENS

#### MODALITES DE DEPOT DE LA CANDIDATURE PORTEE PAR LE SYNDICAT CHARENTE E LIMOUSIN POUR LE COMPTE DES COMMUNAUTES DE COMMUNES PORTE OCEANE DU LIMOUSIN, OUEST LIMOUSIN ET CHARENTE LIMOUSINE

La nouvelle programmation des fonds européens pour la période 2021/2027 devrait être approuvée par la commission européenne en fin de premier semestre 2022. Cette programmation sera mise en œuvre par les régions, autorités de gestion en ce qui concerne le Fonds européen de développement régional (FEDER) et partiellement le Fonds européen agricole pour le développement régional (FEADER). Toutefois, la gestion d'une partie de l'axe 5 du FEDER ainsi que la mesure LEADER, seront déléguées à des territoires de contractualisation dans l'optique d'une « approche territoriale des fonds européens ».

Jusqu'alors, cette gestion était assurée d'une part par le GAL Charente Limousine (pour la CC Charente Limousine) et par le GAL Chataigneraie Limousine (pour les CC Porte Océane du Limousin et Ouest Limousin).

Le Syndicat Charente e Limousin avait formulé une demande au Président de Région, afin de porter cette contractualisation à l'échelle de son territoire. Cette démarche était en pleine cohérence avec les statuts fondateurs du syndicat qui prévoyaient, dans leur article 2, qu'il soit « un espace pour construire toute contractualisation avec la Région ».

Cette demande a été entendue par la Région Nouvelle-Aquitaine, qui a donné son accord à la création de ce nouveau territoire de contrat, par courrier du 23 décembre 2021.

Ainsi, le syndicat Charente e Limousin pourra porter la gestion territorialisée de ces fonds européens pour cette nouvelle programmation. Au préalable, il devra répondre à un Appel à candidature (AAC) lancé par la Région Nouvelle Aquitaine pour lequel le dépôt d'un dossier complet est attendu le 17 juin au plus tard. Cette candidature doit comprendre deux volets : l'un sur la stratégie de développement local, l'autre sur la gouvernance de l'instance de gestion des fonds.

Pour rappel, l'enveloppe totale allouée à notre territoire de contractualisation, sur le fondement de l'axe 5 du FEDER, et de la mesure LEADER est d'environ 3,4 M €.

#### 1/Elaboration de la stratégie de développement local

L'appel à candidature régional exige que les territoires de contractualisation présentent une stratégie de développement local, pour pouvoir prétendre à l'enveloppe allouée. Cette stratégie consiste en premier lieu en une analyse des forces et faiblesses du territoire (diagnostic), qui fera ressortir des besoins d'actions spécifiques, propres à participer au développement du territoire. Sur la base de ce diagnostic, des critères de sélection des projets publics ou privés à financer seront déterminés.

Le travail de diagnostic déjà effectué fait apparaître différents besoins de soutien des projets locaux. En réponse à ce constat, une première ébauche de la stratégie locale de développement pourrait dégager les orientations suivantes :

- Axe 1 – Favoriser l'accès aux services, à l'emploi et aux loisirs pour toutes et tous
- Axe 2 – Renforcer l'attractivité et l'identité du territoire
- Axe 3 – Faire de la transition écologique une priorité
- Axe 4 – Revitaliser nos centres-bourgs

La concertation des acteurs du territoire a permis d'affiner ces orientations, à travers des réunions et ateliers organisés auprès des élus, acteurs de la société civile et partenaires institutionnels au cours des dernières semaines.

Les axes ainsi définis seront ensuite déclinés en une grille de sélection des projets, portant sur des paramètres tels que : le montant plancher des investissements, la nature du bénéficiaire, la localisation du projet, l'effet sur le développement local, etc.

Lorsque la première version de la stratégie sera rédigée, le territoire de contractualisation déposera officiellement cette candidature auprès de la Région Nouvelle Aquitaine pour instruction. Une phase d'échange avec les services régionaux s'ouvrira alors pour affiner la stratégie de développement local. Celle-ci pourra ensuite être présentée aux conseils communautaires pour approbation, avant conventionnement avec la Région.

#### 2/ Instauration d'une gouvernance du volet territorial

Les trois EPCI de notre territoire de contractualisation doivent organiser la gestion des fonds européens autour de deux principes, posés par l'appel à candidature régional :

- L'identification d'une seule structure porteuse pour la gestion des fonds :

A la demande de la Région, il ne peut y avoir qu'une seule entité responsable de la mise en œuvre territorialisée des financements européens sur un territoire de contractualisation. Les Présidents des trois EPCI ont estimé qu'il reviendrait au Syndicat Charente e Limousin d'incarner ce rôle de structure porteuse unique et de mettre en œuvre un Groupement d'action locale (GAL) chargé de l'animation et de la communication pour la mise en œuvre de la stratégie.

- La constitution d'un groupement d'acteurs locaux :

L'appel à candidature régional impose de constituer une instance de gouvernance spécifique, correspondant aux exigences réglementaires européennes. Cette instance devra prendre la forme d'un comité de sélection, mêlant acteurs publics et privés, dans une représentation équilibrée. Cette instance sera donc chargée de sélectionner les projets susceptibles d'être financés par les fonds européens, et rendra à cet effet une décision d'opportunité sur le soutien des dossiers présentés, qui seront ensuite soumis à une instruction de la Région pour le versement des fonds.

La composition précise du comité de sélection fera l'objet d'une délibération ultérieure.

Il vous est demandé :

- de prendre acte des orientations de la stratégie de développement local pour l'approche territoriale des fonds européens, sur ce nouveau territoire de contractualisation,
- de valider l'engagement du Syndicat Charente e Limousin à porter la candidature commune au nom du territoire de contractualisation, pour répondre à l'appel à candidature régional et à porter le Groupement d'action locale,
- d'autoriser le Président à signer et déposer la candidature commune ou tout document utile au bon déroulement de ce dossier,

Le conseil syndical,  
Après délibération,

- PREND ACTE des orientations de la stratégie de développement local pour l'approche territoriale des fonds européens, sur ce nouveau territoire de contractualisation,

- VALIDE l'engagement du Syndicat Charente e Limousin à porter la candidature commune au nom du territoire de contractualisation, pour répondre à l'appel à candidature régional et à porter le Groupement d'action locale,

- AUTORISE le président à signer et déposer la candidature commune ou tout document utile au bon déroulement de ce dossier.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.  
Ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,  
Le Président du syndicat mixte  
Charente E Limousin  
Jean DUCHAMBON

Délibération publiée et certifiée exécutoire  
le  
Le Président,  
Jean DUCHAMBON

REÇU A LA SOUS-PREFECTURE  
DE ROCHECHOUART

LE - 9 JUIN 2022



## 2. Coordonnées du territoire

### Syndicat Mixte Charente e Limousin (SCL)

C'est un syndicat mixte de type « fermé ». Ce syndicat a été officiellement créé par arrêté signé le 17 juillet 2019 par la Préfète de la Charente et le 23 juillet 2019 par le Préfet du Département de la Haute-Vienne. Il constitue la Coopérative des territoires « Charente e Limousin », et regroupe les trois communautés de communes : Porte Océane du Limousin, Charente Limousine, et Ouest Limousin.

La volonté des trois intercommunalités de se constituer en un territoire de contractualisation avec la Région et l'Europe, a été affirmée dès la création du Syndicat mixte. En effet, jusqu'alors, la CC Charente Limousine contractualisait de façon isolée, et les CC Ouest Limousin et Porte Océane du Limousin étaient intégrées dans un vaste espace, la Fédération de la Châtaigneraie Limousine.

Nom CdC	Issue des CdC (au 1/1/17)	Président	Nb communes	Population (hts)	Superficie (km <sup>2</sup> )	hts/km <sup>2</sup>	Villes principales
Charente Limousine (CCCL)	Haute Charente Confolentais	Benoît Savy	58	35 378 (48,4 % du total)	1 395	25	Terres-de-Haute-Charente : 3 931 hts Chasseneuil : 3 065 hts Confolens : 2 673 hts
Porte Océane Limousin (CCPOL)		Pierre Allard	13	25 692 (35,2 % du total)	338	76	St Junien : 11 257 hts Rochechouart : 3 768 hts Oradour/Glane : 2 466 hts
Ouest Limousin (CCOL)	Feuillardiers Vallée de la Gorre	Christophe Gerouard	16	11 879 (16,2 % du total)	421	27	Oradour/Vayres : 1 490 hts St Laurent : 1 470 hts Cussac : 1 213 hts
Total			87	72 949	2 154	34	

Source : <https://territoires.nouvelle-aquitaine.fr>

SIREN : 200 091 650

Siège : 1 avenue Voltaire 87200 SAINT-JUNIEN Tél. 05 55 02 14 60

### 3 missions

- Elaboration du Schéma de Cohérence Territoriale : document de planification spatiale
- Contractualisation avec le Conseil régional Nouvelle Aquitaine
- Animation-gestion du programme FEDER OS5 – LEADER avec dont la gouvernance est assurée par le groupe d'action locale

### Président

Jean DUCHAMBON, maire de Saint-Victorien

### Contacts :

- Guillaume CHALARD Directeur de cabinet Communauté de communes Porte Océane Limousin  
1 avenue Voltaire 87200 SAINT-JUNIEN Tél. 05 55 02 14 60  
Tél. 06 65 62 31 65 - Mail : gchalard@pol-cdc.fr

- Philippe DOYEN Animateur-gestionnaire LEADER Charente Limousine  
8 rue Fontaine des Jardins 16500 CONFOLENS Tél. 05 45 84 14 08  
Tél. 06 12 97 75 80 - 05 45 84 94 09 - Mail : philippe.doyen@charente-limousine.fr

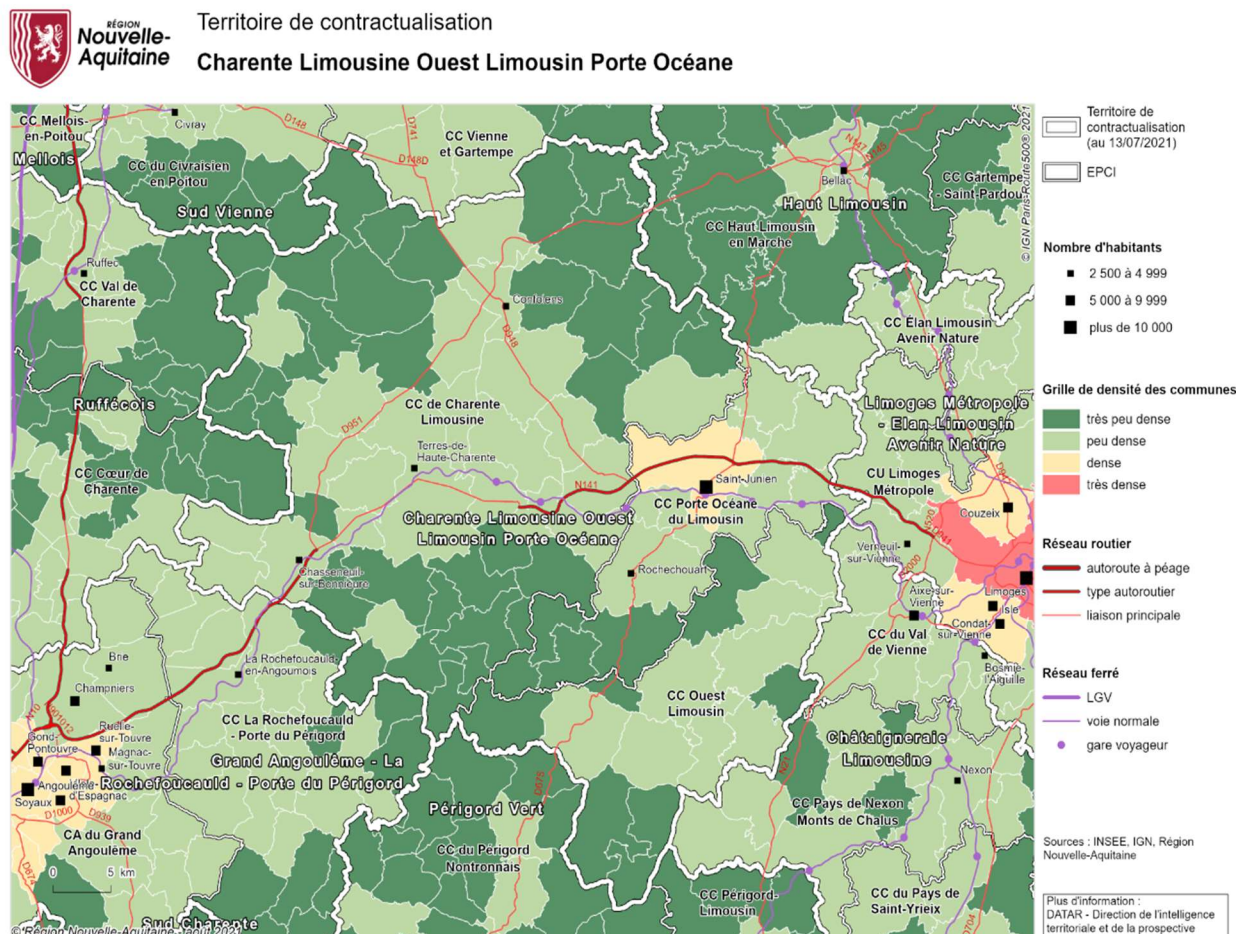
### **3. Ensemble des éléments indiqués dans la partie B**



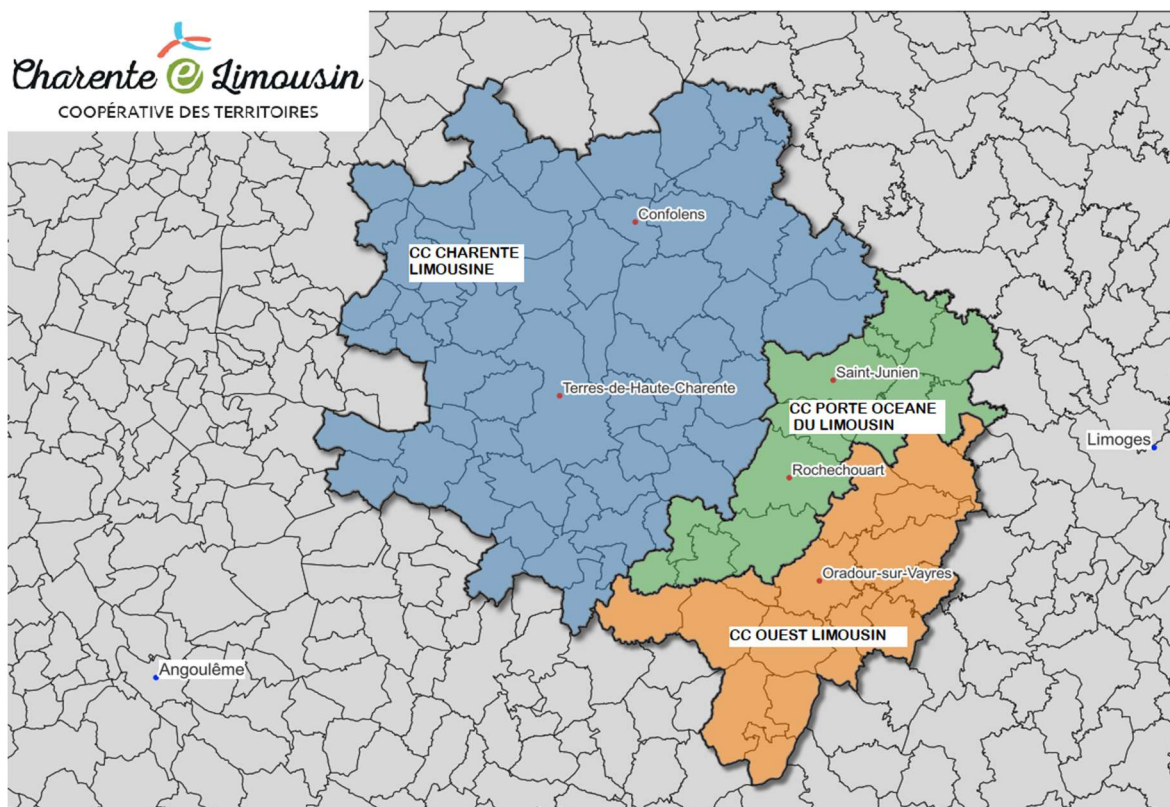
## 31. La présentation de la zone géographique et de la population concernée par la stratégie

### 1. Cartographie et diagnostic du territoire

Le périmètre du territoire de projet recouvre les limites administratives du Syndicat mixte fermé Charente e Limousin, composé des Communautés de communes de Charente Limousine, Ouest Limousin et Porte Océane du Limousin.







Il s'agit d'un territoire de 72 949 habitants, composé de 3 intercommunalités, et de 87 communes. Sur un plan économique, il représente environ 13 000 salariés et plus de 14 000 entreprises. Il est structuré autour 5 pôles : Chasseneuil-sur-Bonnieure, Confolens, Terres-de-Haute Charente, Saint-Junien, Rochechouart. Les trois communautés de communes ont une interdépendance forte avec les agglomérations d'Angoulême et de Limoges. La commune de Saint-Junien constitue elle une localité urbaine, qui influence l'ensemble du territoire Charente e Limousin.

Cet espace essentiellement rural constitue un pôle d'équilibre, dont les trois communautés de communes partagent de nombreuses caractéristiques communes :

- un patrimoine vert et bleu à valoriser, notamment des sites naturels emblématiques tels que les lacs de Haute-Charente,
- un secteur agricole fort, plutôt tourné vers l'élevage bovin, et industriel prégnant, notamment dans les domaines du papier-carton, bois, et transformation de l'argile (ressource locale)...
- des habitants qui font le choix d'une vie rurale assumée autour de centralités à taille humaine,
- des lignes de vie autour de la rivière Vienne et du rail,
- un patrimoine géologique et archéologique d'intérêt mondial (Astroblème de Rochechouart, vestiges gallo-romains de Chassenon),
- un patrimoine mémoriel remarquable (village martyr d'Oradour-sur-Glane, mémorial de la résistance de Chasseneuil/Bonnieure, chemins de la mémoire...)
- des projets structurants dynamisants : fin de l'aménagement de la RN141 en 2 x 2 voies (tronçon Terres-de-Haute-Charente – Chasseneuil/Bonnieure), pont sur la Vienne à Saint-Junien.

Ces caractéristiques soulèvent des enjeux et des problématiques que les collectivités doivent appréhender de façon collective, notamment en termes de :

- mobilité durable en zone rurale,
- accessibilité aux services et équipements publics,
- couverture GSM et numérique,
- dynamiques des bourg-centres,
- développement et accès à des logements énergétiquement économes,
- préservation de la qualité environnementale,
- action pour une agriculture locale.

L'analyse ci-dessous s'appuie en partie sur les éléments du « Dossier statistique et cartographique Charente Limousine Ouest Limousin Porte Océane » réalisé par la Région Nouvelle-Aquitaine - Pôle DATAR- Direction de l'Intelligence Territoriale et de la Prospective - Service Etudes et Prospective datant d'avril-juin 2021.

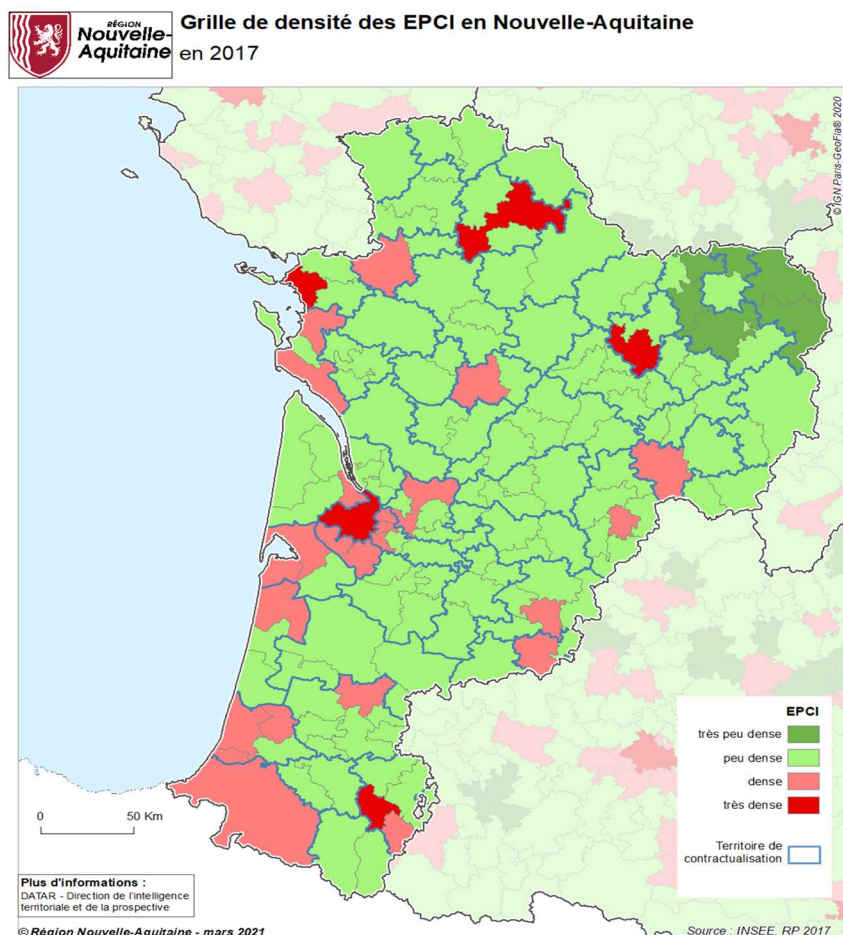
## 2. La population du territoire

### 2.1 Composition rural-urbain

Charente Limousine Ouest Limousin Porte Océane	Nombre d'EPCI du Territoire de contractualisation : 3					
	Population			% Population		
	rurale	urbaine	total	rurale	urbaine	total
CC de Charente Limousine	35 455	-	35 455	100%	0%	100%
CC Porte Océane du Limousin	14 465	11 202	25 667	56%	44%	100%
CC Ouest Limousin	11 491	-	11 491	100%	0%	100%
Territoire de contractualisation	61 411	11 202	72 613	85%	15%	100%
Nouvelle-Aquitaine	3 044 124	2 912 854	5 956 978	51%	49%	100%
France métropolitaine	21 616 456	43 022 677	64 639 133	33%	67%	100%

Source : Insee, traitements DITP

Ce territoire de contractualisation est composé en majorité d'une population rurale. On observe en effet une minorité du territoire qualifié d'urbain par l'INSEE, avec la ville de Saint-Junien. D'ailleurs cette dernière est classifiée par l'État comme une petite ville, avec 11 202 habitants, et est aussi labellisée « Petites Villes de demain ». Au total, les trois communautés de communes sont ainsi considérées comme un territoire peu dense.



Leur spécificité est d'être située entre les deux agglomérations : Angoulême et Limoges. Avec un bassin d'emploi qui s'étire le long de l'axe Angoulême – Limoges desservi par la RN141 (Route Centre Europe Atlantique) et le TER, laissant le territoire de la CdC Ouest Limousin le moins bien desservi. La rivière Vienne constitue aussi un axe majeur du territoire : on y retrouve les plusieurs pôles urbains et axes de communication qui longent le fleuve.

Au total, on constate au sein du territoire « Charente e Limousin » un enjeu fort de maintien de la population et des activités (emplois, services etc.), celui-ci étant pour une part importante marqué par une industrialisation ancienne, s'appuyant sur ses ressources naturelles.

## 2.2. Dynamiques démographiques et dynamiques économiques

Charente Limousine Ouest Limousin Porte Océane	Nombre d'EPCI du territoire : 3					typologie
	Population		taux de croissance annuel moyen			
	2012	2017	total	dû au solde naturel	dû au solde migratoire	
CC de Charente Limousine	36 349	35 455	-0.50%	-0.54%	0.04%	décroissance liée au solde naturel
CC Porte Océane du Limousin	25 689	25 667	-0.02%	-0.39%	0.37%	décroissance liée au solde naturel
CC Ouest Limousin	11 457	11 491	0.06%	-0.64%	0.70%	croissance liée au solde migratoire
Territoire de contractualisation	73 495	72 613	-0.24%	-0.50%	0.26%	décroissance liée au solde naturel
Région Nouvelle-aquitaine	5 808 594	5 956 978	0.51%	-0.06%	0.57%	croissance liée au solde migratoire
France de province	51 477 469	52 464 253	0.38%	0.19%	0.19%	croissance totale
France métropolitaine	63 375 971	64 639 133	0.40%	0.32%	0.07%	croissance totale

Source : Insee, traitements DITP

- Les deux premières colonnes du tableau ci-dessous présentent les taux de croissance de la population et de l'emploi entre le recensement 2012 (période couverte 2010-2014) et le recensement 2017 (période couverte 2015-2019).

- La troisième et la quatrième colonne donne une indication de la situation relative de chaque EPCI : la croissance de la variable analysée est dite « faible » si l'EPCI est dans le tiers des EPCI de plus faible taux, « médiane » si le taux est dans le tiers intermédiaire et « forte » si le taux est dans le tiers supérieur.

- La dernière colonne permet d'identifier une éventuelle déconnexion entre le taux de croissance de l'emploi effectivement observé et celui auquel on s'attend compte-tenu du taux de croissance observé de la population. La croissance de l'emploi observée peut se révéler « inférieure », « conforme » ou bien « supérieure » à celle attendue compte-tenu de la dynamique démographique.

Charente Limousine Ouest Limousin Porte Océane EPCI	Nombre d'EPCI du territoire : 3				
	taux de croissance 2012-2017		Situation relative du territoire		
	population	emploi	croissance population	croissance emploi	croissance emploi effective par rapport à l'attendu
CC de Charente Limousine	-2.46%	-4.06%	faible	faible	conforme
CC Porte Océane du Limousin	-0.09%	-3.10%	médiane	médiane	conforme
CC Ouest Limousin	0.30%	1.07%	médiane	forte	supérieure
Territoire de contractualisation	-1.20%	-3.11%			
Région Nouvelle-aquitaine	2.55%	0.78%			
France métropolitaine	1.99%	0.21%			

Au total, la communauté de communes Ouest Limousin apparaît comme celle présentant la meilleure dynamique démographique et économique, avec une croissance liée :

- d'une part au solde migratoire positif
- d'autre part liée à l'offre d'emplois.

Ce regain récent s'explique aussi par l'arrivée de couples avec enfants, du fait de sa proximité avec la métropole de Limoges.

Cette dynamique participe à équilibrer les dynamiques d'emploi entre les trois communautés de communes. En effet Ouest Limousin est aussi le territoire le plus rural : 40 % de la population a plus de 60 ans, les pensions retraites constituent près de la moitié du revenu des ménages (48 % en 2017)...

### 3. L'emploi salarié

#### 3.1 Part et croissance des effectifs par grandes catégories sociales

Charente Limousine Ouest Limousin Porte Océane			Nombre d'EPCI du territoire : 3						
Taux de croissance 2012-2017 par territoire (%)	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	Cadres et professions intellectuelles supérieures	Professions Intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres personnes sans activité professionnelle	Ensemble
CC de Charente Limousine	-15.5%	1.1%	-22.6%	2.3%	2.1%	-9.3%	1.1%	-4.9%	-2.4%
CC Porte Océane du Limousin	-20.4%	21.1%	-25.2%	12.4%	4.1%	-7.8%	3.0%	1.0%	1.1%
CC Ouest Limousin	-12.2%	9.4%	21.0%	6.2%	-6.9%	-3.1%	-1.3%	14.0%	0.5%
Territoire de contractualisation	-15.7%	8.3%	-18.1%	7.1%	1.4%	-7.9%	1.3%	-0.3%	-0.7%
Région Nouvelle-aquitaine	-10.3%	6.6%	9.8%	4.0%	0.6%	-4.1%	4.3%	6.2%	3.0%
France de province	-8.8%	4.6%	8.0%	3.5%	0.1%	-4.6%	4.3%	4.5%	2.4%
France métropolitaine	-9.1%	5.5%	7.4%	2.6%	-0.2%	-4.5%	4.1%	5.1%	2.4%

Source : Insee, traitements DITP

Charente Limousine Ouest Limousin Porte Océane			Nombre d'EPCI du territoire : 3						
Effectifs 2017 par territoire (%)	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	Cadres et professions intellectuelles supérieures	Professions Intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres personnes sans activité professionnelle	Ensemble
CC de Charente Limousine	3.2%	4.1%	2.2%	7.7%	14.2%	15.2%	41.2%	12.1%	100.0%
CC Porte Océane du Limousin	1.1%	3.8%	3.6%	11.7%	15.3%	14.8%	38.4%	11.4%	100.0%
CC Ouest Limousin	3.1%	4.8%	3.5%	8.8%	13.5%	14.3%	40.5%	11.5%	100.0%
Territoire de contractualisation	2.5%	4.1%	2.9%	9.3%	14.4%	14.9%	40.1%	11.8%	100.0%
Région Nouvelle-aquitaine	1.3%	4.0%	6.9%	13.0%	16.0%	12.2%	31.8%	14.6%	100.0%
France de province	1.0%	3.6%	7.6%	13.7%	16.0%	13.0%	28.9%	16.2%	100.0%
France métropolitaine	0.8%	3.5%	9.5%	14.2%	16.1%	12.2%	27.2%	16.5%	100.0%

Source : Insee, traitements DITP

Plusieurs éléments sont à noter :

- d'une part la répartition inégale de la population et de l'emploi entre les trois territoires de la Charente e Limousin, avec la présence d'un bassin d'emploi conséquent le long de la Vienne, notamment au sein de la Porte Océane du Limousin,
- Concernant la catégorie « **Cadres et professions intellectuelles supérieures** », Ouest Limousin confirme sa dynamique démographique avec une croissance de 21 % ; dans le même temps, on observe une décroissance de 22.6 % pour la Charente Limousine et de 25.2 % pour la Porte Océane du Limousin.
- Il est à noter également la diminution du nombre d'**agriculteurs exploitants** sur l'ensemble du territoire, et plus particulièrement marquée sur la CC Porte Océane du Limousin (-20,4%)

La CC POL voit en revanche une forte progression des **artisans, commerçants et chefs d'entreprises** (21,1%).

Ces différentes dynamiques posent la question générale de l'attractivité des territoires ruraux. Garder les populations sur le territoire est aujourd'hui un enjeu structurant de ce territoire de contractualisation.

Les réponses apportées par les collectivités pour répondre aux besoins de leurs habitants se tournent notamment sur la présence de services et d'équipements de proximité, ainsi que du risque induit de marginalisation et de la fragilisation des populations, liés notamment à des problèmes de mobilités : coûts du carburant, isolement d'un public peu mobile, disparition de services publics de proximité.

#### 3.2. Spécialisations économiques : ensemble des activités

- Une première façon de procéder consiste à repérer les secteurs qui pèsent le plus dans l'emploi du territoire. Les résultats de cette première approche sont repris dans le tableau ci-dessous, qui présente les effectifs et le poids des 5 principaux secteurs qui pèsent le plus, ainsi que leur poids en région Nouvelle-Aquitaine et en France métropolitaine.

- Une deuxième approche consiste à repérer les secteurs dont le poids dans le territoire est supérieur au poids du même secteur en France métropolitaine. On parle alors de secteurs spécifiques.

Le tableau ci-dessous présente les effectifs des 5 principaux secteurs les plus spécifiques du territoire, ainsi que l'indice de spécificité du territoire et de la Région dans son ensemble.

Un indice de 2, par exemple, signifie que le secteur en question pèse deux fois plus sur le territoire que France entière.

#### Charente Limousine Ouest Limousin Porte Océane

Top 5 Spécialisation	effectifs du TC	Poids du secteur		
		TC	Région	France
Travail du bois, industries du papier et imprimerie	2 528	10.7%	1.3%	0.7%
Hébergement médico-social et social et action sociale sans héb.	2 484	10.5%	9.1%	7.6%
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	2 475	10.5%	13.3%	12.7%
Agriculture, sylviculture et pêche	2 095	8.9%	5.0%	2.6%
Administration publique	1 870	7.9%	10.2%	9.7%

Poids des 5 premiers  
secteurs de  
spécialisation dans  
l'ensemble des effectifs  
du territoire  
49%

Top 5 Spécificité	effectifs du TC	spécificité	
		TC	Région
Travail du bois, industries du papier et imprimerie	2 528	14.3	1.7
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique (...)	854	3.7	0.8
Agriculture, sylviculture et pêche	2 095	3.4	1.9
Hébergement médico-social et social et action sociale sans héb.	2 484	1.4	1.2
Construction	1 638	1.1	1.1

Poids des 5 secteurs les  
plus spécifiques dans  
l'ensemble des effectifs  
du territoire  
41%

Source : Insee, traitements DITP

Le tissu économique est constitué pour une grande partie du **secteur industriel**, avec la présence d'entreprises de pointe, dans les domaines suivants : papier-carton, cuir, porcelaine. Sur le territoire, les secteurs du travail du bois, industries du papier et imprimerie pèsent 14 fois plus que sur le territoire de la France entière.

L'**agriculture** et particulièrement l'élevage, constitue une autre filière structurante du territoire. La Charente Limousine est une terre d'élevage de qualité, dans les filières ovine et bovine ; cette production animale permet le fonctionnement d'un outil industriel de proximité : le centre d'abattage à Confolens.

De plus, pour conforter cette production locale, la communauté de communes de Charente Limousine a développé une marque de producteurs locaux « *Ici, on mange local !* ». L'objectif est ainsi de favoriser l'attractivité, la notoriété, de permettre de développer un soutien à l'installation de nouveaux agriculteurs, et ipse facto la création de valeur sur le territoire.

Le renouvellement des **entrepreneurs artisanaux et commerciaux** est aussi un des enjeux des trois communautés de communes. A titre d'exemple, la Charente Limousine travaille sur des politiques d'accompagnement d'aide à la création-transmission-reprise des petites et moyennes entreprises de son territoire, notamment en partenariat avec les compagnies consulaires.



### 3.3. Zoom sur l'économie sociale et solidaire

Charente Limousine Ouest Limousin Porte Océane		Nombre d'EPCI du territoire : 3						
EPCI	nombre d'établissements				effectifs			
	ESS	Public	Privé	Total	ESS	Public	Privé	Total
CC de Charente Limousine	10.5%	16.0%	73.5%	1087	12.3%	24.4%	63.3%	7 670
CC Porte Océane du Limousin	11.8%	10.3%	78.0%	808	10.3%	27.3%	62.4%	7 645
CC Ouest Limousin	8.0%	16.0%	76.0%	313	10.0%	30.1%	59.9%	1 593
<i>Territoire de contractualisation</i>	<i>10.6%</i>	<i>13.9%</i>	<i>75.5%</i>	<i>2 208</i>	<i>11.2%</i>	<i>26.3%</i>	<i>62.6%</i>	<i>16 908</i>
<i>Région Nouvelle-aquitaine</i>	<i>10.2%</i>	<i>8.3%</i>	<i>81.5%</i>	<i>219 916</i>	<i>12.0%</i>	<i>27.8%</i>	<i>60.2%</i>	<i>1 855 709</i>
<i>France métropolitaine</i>	<i>9.6%</i>	<i>8.1%</i>	<i>82.3%</i>	<i>3 050 662</i>	<i>10.7%</i>	<i>24.9%</i>	<i>64.4%</i>	<i>27 754 807</i>

Source : Observatoire de la CRESS, traitements DITP

Le secteur privé est majoritaire tant en termes d'établissements que d'effectifs salariés sur l'ensemble de la Charente e Limousin, phénomène qui s'inscrit dans les dynamiques régionales et nationales.

### 3.4. Zoom sur le tourisme

Charente Limousine Ouest Limousin Porte Océane		Nombre d'EPCI du territoire : 3			
EPCI	Places par milliers d'habitants			nuitées par milliers d'habitants	
	ensemble des structures	campings	hôtels	campings	hôtels
CC de Charente Limousine	19.5	15.5	3.4	1.3	0.9
CC Porte Océane du Limousin	11.4	4.7	6.7	0.3	1.7
CC Ouest Limousin	31.7	26.0	0.9	1.9	0.2
<i>Territoire de contractualisation</i>	<i>18.6</i>	<i>13.4</i>	<i>4.2</i>	<i>1.0</i>	<i>1.1</i>
<i>Région Nouvelle-aquitaine</i>	<i>44.9</i>	<i>30.0</i>	<i>9.3</i>	<i>4.6</i>	<i>2.7</i>
<i>France métropolitaine</i>	<i>28.1</i>	<i>14.1</i>	<i>10.0</i>	<i>2.0</i>	<i>3.3</i>

Source : Insee, traitements DITP

La capacité d'accueil en matière de tourisme est bien moindre que sur le reste du territoire régional et national. Le tourisme est pourtant bien présent, mais semble être plus un tourisme de passage que de séjour. Ainsi par exemple la Charente Limousine cherche à développer une stratégie de courts-séjours autour de ses divers sites touristiques.

Le territoire est pourtant pourvu de réels atouts touristiques, notamment en termes de tourisme vert : présence de paysages de bocage, de milieux agricoles et naturels de qualité, de villages ruraux, de patrimoine de caractère, présence des lacs de Haute-Charente, site de la réserve nationale Astroblème Rochechouart-Chassenon. Une partie du territoire est labellisé avec le Parc Naturel Régional Périgord-Limousin, et le Pays d'Art et d'Histoire du Confolentais

On retrouve aussi l'importance du tourisme mémoriel, avec le village martyr d'Oradour-sur-Glane. Il faut aussi souligner une dynamique culturelle importante au sein du territoire de contractualisation, spécifiquement au sein de la Charente Limousine et de la Porte Océane du Limousin, avec :

- un musée d'art contemporain à Rochechouart,
- l'existence d'un EPCC (Établissement Public de Coopération Culturelle) qui regroupe le Ciné-bourse et la Mégisserie à Saint Junien,
- la volonté de créer un EPCC regroupant les cinémas de Confolens et de Chasseneuil/Bonnieure, les festivals de Confolens et de Montembœuf ; la future cité du cuir à Saint Junien.



## 4. Chômage et richesse

### 4.1. Dynamiques du chômage et de l'emploi

La colonne « chômage initial » du tableau ci-dessous résume la situation initiale de chaque EPCI. Elle est faible si l'EPCI est dans le tiers des EPCI de France métropolitaine au plus faible taux de chômage, médiane si elle est dans le tiers intermédiaire, forte si elle est dans le tiers supérieur.

Le croisement des taux de croissance du chômage et des taux de croissance de l'emploi montre qu'ils ne sont pas liés à l'échelle territoriale. Le fait qu'un EPCI crée beaucoup d'emplois ne garantit pas que le taux de chômage va baisser. A l'inverse, des EPCI dont l'emploi baisse peuvent connaître une baisse du taux de chômage. Toutes les situations coexistent. La situation en termes d'emploi est résumée dans la dernière colonne du tableau : elle est faible si l'EPCI est dans le tiers des EPCI de France métropolitaine aux taux de croissance de l'emploi les plus faibles, médiane si elle est dans le tiers intermédiaire, forte si elle est dans le tiers supérieur.

Charente Limousine Ouest Limousin Porte Océane			Nombre d'EPCI du Territoire de contractualisation : 3			
EPCI	Taux de chômage		chômage initial	dynamique chômage	taux de croissance de l'emploi	dynamique emploi
	2011-2015	2016-2020				
CC de Charente Limousine	12.4%	13.1%	Médian	Conforme à l'attendu	-5.6%	Faible
CC Porte Océane du Limousin	10.5%	12.3%	Médian	Dégradation	-1.3%	Médiane
CC Ouest Limousin	11.7%	11.1%	Médian	Conforme à l'attendu	0.2%	Médiane
Territoire de contractualisation	11.7%	12.5%			-3.2%	
Nouvelle-Aquitaine	12.7%	12.7%			1.6%	
France métropolitaine	13.6%	13.4%			1.1%	

Source : Insee, traitements DITP

Le taux de chômage entre 2016 et 2020 se maintient dans les mêmes proportions que dans le reste du territoire français et de Nouvelle Aquitaine. La Porte Océane du Limousin subit une dynamique négative, avec une dégradation importante par rapport au chiffre de 2013. La communauté de commune Ouest Limousin est la seule à avoir un taux de croissance de l'emploi positif, la situation globale du territoire des trois communautés de communes est à -3,2 % alors même que le taux est à 1,6 % en Nouvelle Aquitaine et de 1,1 % en France hexagonale.

En parallèle sur le territoire des trois communautés de communes éprouvent des difficultés à recruter de la main d'œuvre qualifiée, avec des entreprises dont une partie importante de la masse salariale part à la retraite sur les prochaines années, la question du recrutement et de la formation est cruciale pour le territoire.

### 4.2. Pauvreté et inégalités

La situation en termes de pauvreté sera qualifiée de :

- « faible » si l'EPCI est dans le tiers des EPCI les moins pauvres,
- « médiane » s'il est dans le tiers intermédiaire,
- « forte » s'il est dans le tiers supérieur.

Il en va de même pour l'inégalité.

Charente Limousine Ouest Limousin Porte Océane			Nombre d'EPCI du territoire : 3		
EPCI	degré de pauvreté (1er décile de revenu)	Médiane du revenu	degré d'inégalité (d9/d1)	Situation relative	
				pauvreté	inégalité
CC de Charente Limousine	10 260 €	18 420 €	2.90	forte	médiane
CC Porte Océane du Limousin	11 990 €	20 390 €	2.70	médiane	faible
CC Ouest Limousin	10 450 €	18 910 €	2.90	forte	médiane
Région Nouvelle-aquitaine	11 530 €	20 670 €	3.10		
France métropolitaine	11 220 €	21 110 €	3.40		

Source : Insee, traitements DITP

On constate un taux de pauvreté important sur le territoire.

## 5. Equipements structurants et mobilité

### 5.1 Accès aux équipements et aux services

Les communes peuvent être classées en 5 catégories :

- les communes non centre (communes de niveau 0, au nombre de 24 067),
- les communes centres locaux (niveau 1 au nombre de 7 010, qui rassemblent une douzaine de services et d'équipements du quotidien),
- les communes centres intermédiaires (niveau 2, 2 880 communes, une vingtaine de services et d'équipements de plus),
- les communes centres structurants (niveau 3, 742 communes, 70 services et équipements environ),
- les communes centres majeurs (niveau 4, 142, la quasi-totalité des services et équipements).

La partie gauche du tableau ci-dessous présente la part de la population de chaque EPCI, du territoire de contractualisation, de la région et du pays qui réside dans chaque catégorie de commune. La partie droite du tableau présente le temps d'accès (en minutes) aux centres de chaque niveau, pour les communes de niveau inférieur, pour les mêmes échelles de territoire. Il permet donc de situer de manière synthétique les territoires étudiés à deux niveaux : de quel niveau d'équipement dispose-t-on sur place ? Si on n'en dispose pas, à quelle distance-temps en est-on ?

Charente Limousine Ouest Limousin Porte Océane	Nombre d'EPCI du territoire : 3								
EPCI	part de la population résidant dans des communes de niveau :					temps d'accès moyen (en minutes) au niveau supérieur pour les habitants concernés :			
	niveau 0	niveau 1	niveau 2	niveau 3	niveau 4	niveau 1	niveau 2	niveau 3	niveau 4
CC de Charente Limousine	49%	19%	32%	0%	0%	6.2	9.5	24.3	41.7
CC Porte Océane du Limousin	13%	29%	15%	43%	0%	6.1	11.9	13.9	43.5
CC Ouest Limousin	29%	71%	0%	0%	0%	5.2	12.2	21.6	47.1
Territoire de contractualisation (nb. communes)	61	20	5	1	0				
Territoire de contractualisation (% pop.)	33%	31%	21%	15%	0%	6.0	10.7	21.4	43.2
Région Nouvelle-aquitaine	19%	23%	23%	19%	17%	6.5	9.9	19.1	32.6
France métropolitaine	13%	18%	23%	24%	22%	6.5	9.4	16.7	27.9

Données Inrae-Anct, traitements DITP

Le tableau ci-dessous se focalise sur la question des temps d'accès, il permet de situer le territoire étudié par rapport à la France métropolitaine, d'une part, et par rapport à la moyenne régionale, d'autre part. La partie gauche du tableau présente la situation par rapport à l'ensemble national : l'accessibilité est dite :

- faible si l'EPCI est dans le tiers des EPCI pour lesquelles le temps d'accès est le plus élevé,
- médiane si elle est dans le tiers intermédiaire
- forte si elle est dans le tiers supérieur.

La partie droite rapporte le temps d'accès de l'EPCI à celui observé en moyenne régionale.

EPCI/TC	situation relative de l'EPCI par rapport à l'ensemble des EPCI de France métropolitaine en termes d'accessibilité				temps moyen d'accès du territoire/temps moyen d'accès régional			
	niveau 1	niveau 2	niveau 3	niveau 4	niveau 1	niveau 2	niveau 3	niveau 4
CC de Charente Limousine	médiane	médiane	faible	faible	0.95	0.96	1.27	1.28
CC Porte Océane du Limousin	médiane	faible	forte	faible	0.95	1.21	0.72	1.33
CC Ouest Limousin	forte	faible	faible	faible	0.81	1.23	1.13	1.44
Territoire de contractualisation					0.93	1.09	1.12	1.33

Données Inrae-Anct, traitements DITP

Les services publics sont indispensables pour le maintien de la population rurale, c'est dans cet objectif que le programme « Petites Villes de demain » va permettre le développement des centres-bourgs labellisés (Rochechouart, Terre-Haute-Charente, Confolens, Saint-Junien). Cependant il semble nécessaire de permettre un maillage des services à l'échelle de tout le territoire du SLC, où 33 % de la population vit dans une commune classifiée comme non-centre et où l'accès à une commune centre majeur est en moyenne de plus de 40 minutes.

**L'accessibilité à la santé et aux soins** est un des enjeux importants des territoires ruraux. L'hôpital de Saint-Junien a une aire d'attraction importante (carte PCAET) répartie sur les trois communautés de communes. Pour autant le territoire est inégalement pourvu en praticiens et praticiennes de santé ; c'est par exemple le cas au sein même du territoire de la Porte Océane du Limousin, où le sud est bien moins pourvu que le nord.

## 5.2. Les mobilités

Les trois communautés de communes font aujourd'hui face à une problématique de dépendance très forte à la voiture individuelle. Rappelons que la Région est actuellement l'Autorité Organisatrice de Mobilité (AOM) sur le territoire.

Développer des modes de transports doux et collectif est donc un enjeu conséquent sur le territoire de contractualisation. Les réponses apportées à la dépendance à la voiture doivent correspondre aux usages des habitants et actifs sur le territoire.

Les communautés de communes Porte Océane du Limousin et la Charente Limousine sont par exemple fortement mobilisées pour la sauvegarde de la ligne TER entre Limoges et Angoulême, et ainsi pour la réouverture de la ligne entre Saint-Junien et Angoulême. Des objectifs de développement de la mobilité cyclable sont présents dans les trois EPCI.

### Mobilité domicile-travail :

*Ce tableau permet d'adopter deux approches complémentaires : partir du nombre de personnes qui résident dans un EPCI et repérer leur lieu de travail (partie haute du tableau ci-dessous), ou partir du nombre de personnes qui travaillent dans un EPCI et repérer leur lieu de résidence (partie basse du tableau).*

Charente Limousine Ouest Limousin Porte Océane		Nombre d'EPCI du Territoire de contractualisation : 3					
EPCI		commune	autres communes de l'EPCI	Autres EPCI du Territoire de contractualisation	Autres Territoires de contractualisation de la Région	Hors Région	habitants actifs occupés
EPCI de domicile	CC de Charente Limousine	37.2%	32.2%	0.0%	28.9%	1.7%	12 389
	CC Porte Océane du Limousin	36.9%	24.1%	4.2%	33.8%	1.0%	9 719
	CC Ouest Limousin	32.0%	11.5%	23.4%	31.3%	1.8%	4 280
	<i>Territoire de contractualisation</i>	36.2%	25.9%	5.3%	31.1%	1.4%	26 388
	<i>Nouvelle-Aquitaine</i>	35.2%	33.8%	8.5%	19.4%	3.1%	2 341 499

							Emplois
EPCI de travail	CC de Charente Limousine	40.9%	35.4%	0.0%	22.3%	1.5%	11 276
	CC Porte Océane du Limousin	37.2%	24.4%	9.4%	28.8%	0.2%	9 623
	CC Ouest Limousin	50.8%	18.3%	18.5%	11.4%	1.0%	2 700
	<i>Territoire de contractualisation</i>	40.5%	28.9%	6.0%	23.7%	0.9%	23 599
	<i>Nouvelle-Aquitaine</i>	35.6%	34.2%	8.6%	19.6%	2.0%	2 318 452

Source : Insee, traitements DITP

**Principaux flux entrants**

EPCI de domicile	EPCI de travail	Effectifs	Hors TC	Hors Région
CU Limoges Métropole	CC Porte Océane du Limousin	1 212	X	
CC de Charente Limousine	CC Porte Océane du Limousin	1 043		
CC Ouest Limousin	CC Porte Océane du Limousin	654		
CC Porte Océane du Limousin	CC de Charente Limousine	563		
CC La Rochefoucauld - Porte du Périgord	CC de Charente Limousine	544	X	
CA du Grand Angoulême	CC de Charente Limousine	334	X	
CC Haut Limousin en Marche	CC Porte Océane du Limousin	247	X	
CC Porte Océane du Limousin	CC Ouest Limousin	240		
CC Cœur de Charente	CC de Charente Limousine	202	X	
CC du Val de Vienne	CC Porte Océane du Limousin	145	X	

**Principaux flux sortants**

EPCI de domicile	EPCI de travail	Effectifs	Hors TC	Hors Région
CC Porte Océane du Limousin	CU Limoges Métropole	2 346	X	
CC de Charente Limousine	CC Porte Océane du Limousin	1 043		
CC Ouest Limousin	CU Limoges Métropole	938	X	
CC de Charente Limousine	CA du Grand Angoulême	851	X	
CC Ouest Limousin	CC Porte Océane du Limousin	654		
CC Porte Océane du Limousin	CC de Charente Limousine	563		
CC de Charente Limousine	CC La Rochefoucauld - Porte du Périgord	426	X	
CC de Charente Limousine	CU Limoges Métropole	280	X	
CC Porte Océane du Limousin	CC Ouest Limousin	240		
CC de Charente Limousine	CC Val de Charente	213	X	

On peut ainsi noter que seul un tiers de la population travaille dans sa commune de résidence, et un autre tiers travaille en dehors du territoire Charente e Limousin

Cette interdépendance est plus ou moins forte en fonction de trois éléments, qui peuvent se combiner entre-eux :

- l'éloignement géographique (en distances et/ou en temps d'accès),
- l'importance de la population active / population totale,
- le potentiel d'emplois fourni par le territoire ou un territoire proche.

Un schéma de mobilité à l'échelle du syndicat semble ainsi pertinent.

## 6. Eléments environnementaux

### 61. L'artificialisation des sols

Charente Limousine Ouest Limousin Porte Océane		Nombre d'EPCI du Territoire de contractualisation : 3				
EPCI	taux d'artificialisation 2009	Taux de croissance annuel moyen 2009-2015				dynamique d'artificialisation de l'EPCI par rapport aux territoires comparables
		surfaces urbanisées	population	ménages	emploi	
CC de Charente Limousine	5.1%	0.93%	-0.18%	0.33%	-0.46%	similaire
CC Porte Océane du Limousin	10.5%	0.66%	0.31%	0.51%	-0.32%	similaire
CC Ouest Limousin	6.0%	0.39%	0.44%	0.72%	-1.01%	inférieure
Région Nouvelle-Aquitaine	7.4%	0.80%	0.57%	1.01%	0.13%	

Source : NAFU, traitements DITP

La question de l'artificialisation des sols et son évolution sont des éléments essentiels à prendre en compte dans le développement des territoires, en particulier pour respecter la récente évolution législative (Loi Climat et Résilience, août 2021), qui impose une progressive zéro artificialisation nette d'ici 2050.

### 62. La consommation d'énergie

*Les chiffres sont à interpréter avec précaution : le fait par exemple que la consommation résidentielle par habitant soit plus forte sur un territoire que sur un autre peut être lié à des différences dans les caractéristiques des logements ; pour l'industrie, cela peut être dû à des différences de spécialisation. Des investigations complémentaires permettant de mieux expliquer les différences géographiques observées sont en cours.*

Charente Limousine Ouest Limousin Porte Océane		Nombre d'EPCI du Territoire de contractualisation : 3				
Consommation d'énergie finale en 2018 par habitant (MWh/hab)		Agriculture, Forêt, Pêche	Industrie	Résidentiel	Tertiaire	Transport
CC de Charente Limousine		2.41	12.56	9.39	2.13	14.31
CC Porte Océane du Limousin		0.76	138.57	8.91	3.07	10.17
CC Ouest Limousin		1.90	0.63	9.60	1.67	9.29
Territoire de contractualisation		1.75	55.37	9.25	2.39	12.05
Nouvelle-Aquitaine		1.22	5.39	7.99	3.41	10.28

Source : AREC Nouvelle-Aquitaine, traitements DITP

Charente Limousine Ouest Limousin Porte Océane						
Evolution annuelle moyenne, entre 2015 et 2018, de la consommation d'énergie finale (MWh/habitant)		Agriculture, Forêt, Pêche	Industrie	Résidentiel	Tertiaire	Transport
CC de Charente Limousine		-3.09%	-3.62%	-0.70%	3.33%	0.89%
CC Porte Océane du Limousin		-1.70%	3.29%	-11.90%	-6.11%	0.63%
CC Ouest Limousin		-0.77%	-1.59%	0.12%	3.63%	1.24%
Territoire de contractualisation		-2.57%	2.61%	-5.01%	-1.33%	0.84%
Nouvelle-Aquitaine		0.38%	-1.09%	-0.64%	-0.55%	0.32%

Source : AREC Nouvelle-Aquitaine, traitements DITP

L'industrie présente au sein de la Porte Océane du Limousin est très énergivore, 83 % du total de l'énergie sur la CDC.

Le parc résidentiel est vieillissant sur une grande partie du territoire de contractualisation. Des enjeux d'amélioration de la performance énergétique du parc privé, bâtiments publics sont déterminants.

Enfin les enjeux environnementaux peuvent être déclinés sous forme d'une matrice AFOM (cf Direction de l'environnementaux de la Région Nouvelle Aquitaine) :

#### 1. Atouts :

Un secteur d'élevage avec des prairies et des haies en bon état : un secteur de bocage à préserver pour l'eau et la biodiversité.

#### Déchets :

- En Charente : EPCI adhérente à CALITOM (syndicat départemental) dont le plan de prévention est effectif : tri à la source des biodéchets, semaine européenne de réduction, une recyclerie

active, démarche d'écologie industrielle de niveau 1.

- En Haute Vienne, Porte Océane et Ouest Limousin conservent la compétence collecte et délèguent le traitement au syndicat départemental 87 (SYDED87). Tarification incitative d'Ouest Limousin. Programme de prévention en cours de finalisation par le SYDED. Une initiative privée pour l'économie de matière première de l'entreprise DS packaging (emballage de luxe). La CCPOL a initié une campagne visant à responsabiliser les habitants et réduire les déchets (sacs transparents rouges), une réflexion est menée sur la mise en place d'une tarification incitative.

- Biodiversité : Réserve naturelle nationale de l'astroblème de Rochechouart. Site Natura 2000 de la Vallée de l'Issoire. Le PNR du Périgord Limousin (sur la partie Limousine qui porte des actions pour l'eau et la biodiversité notamment).

La CDC Charente Limousine qui porte un projet de reconquête de la biodiversité sur 15 communes dans le cadre de l'AAP Nature et Transition.

Des forêts importantes (Chasseneuil, Rochechouart) et relictuelles (Bois des Signes, Monettes) à préserver et valoriser pour assurer la continuité écologique entre forêts du Limousin et de la Braconne. Le CRPF est un acteur dynamique sur ce territoire.

Eau : Plusieurs cours d'eau d'intérêt piscicole (saumons, brochets), quantitatif et qualitatif : Vallée de la Charente amont et ses affluents (Tardoire, Bonnieure) avec les lacs de Haute Charente, Vienne médiane avec notamment l'Issoire et tête de bassin versant du Clain. La CDC Ouest Limousin avec 4 bassins versants : Vienne, Gore, Vayres, Tardoire.

3 SAGE (Vienne, Charente, Clain), 6 syndicats mixtes pour mener les actions de gestion des milieux aquatiques via les 6 contrats milieux aquatiques.

## **2. Faiblesses :**

Déchets : Tri mécano biologique à revoir pour CALITOM : étude en cours avec d'autres structures hors département pour améliorer l'outil et la filière.

Biodiversité : Des projets éoliens à risque pour la faune ailée. La 2 x 2 voies (Angoulême Limoges) qui coupe le territoire en 2, fragmentant les milieux naturels. Un état moyen des masses d'eau lié à des pollutions diffuses agricoles et urbaines, à la multiplication des plans d'eau liés aux cours d'eau.

Eau : A cheval sur 2 Agences de l'eau avec des règlements d'intervention différents. Un déséquilibre quantitatif récurrent pour les secteurs de la Charente et du Clain. La qualité des eaux de baignade des lacs de Haute-Charente (La Guerlie) est impactée négativement par les activités humaines et agricoles. Un travail est mené actuellement par les collectivités CL et CCPOL, en lien avec l'EPTB pour améliorer les assainissements et limiter les pollutions liées à l'activité agricole (piétinement, engrais...).

## **3. Opportunités :**

- Une agriculture extensive à valoriser.
- Un bassin hydrographique dense à valoriser
- Une gestion des déchets dynamique et innovante
- Des forêts et un bocage riche en diversité à valoriser



## 32. Descriptif des modalités de mobilisation des acteurs locaux pour la préparation de la candidature

Réunions décisionnelles	Eléments de réponses techniques apportés
<p><b>Etape 1 - 23 mars 2021</b> Lors de la réunion du conseil d'administration de l'association Châtaigneraie Limousine, les administrateurs ont pris acte du départ des communautés de communes Porte Océane du Limousin et Ouest Limousin avec prise d'effet au 1<sup>er</sup> janvier 2022.</p>	
<p><b>Etape 2 - 18 décembre 2021 à Confolens :</b> annonce lors de la réunion du GAL par le Président de la CCCL de poursuivre l'animation à l'échelle locale d'un programme de fonds européens, mais avec deux CdC de Haute-Vienne, réunies sous le syndicat Mixte Charente e Limousin</p>	<p><b>- Participation assidue de l'animateur LEADER du GAL de Charente Limousine de la CCCL aux 4 webinaires préparatoires organisés par le CRNA</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- En plus, échanges réguliers sur les éléments de réponse à la candidature avec :</li> <li>- l'équipe technique des fonds européens du CRNA,</li> <li>- les cellules « Europe » des conseils départementaux de la Haute Vienne et la Charente,</li> <li>- les autres GAL, notamment ceux de Charente (en particulier sur le principe de réunions trimestrielles en présentiel)</li> </ul>
<p><b>Etape 3 - Mardi 15 mars 2022 en visioconférence : Réunion entre techniciens : 6 des 3 CdC concernées + Pôle DATAR du CRNA</b></p> <p>Répartition des tâches dans l'élaboration et l'écriture du programme entre CdC, et établissement d'un calendrier pour répondre à l'AAC</p>	<p><b>15 avril 2022 Fourniture par la CCPOL de 2 projets de documents :</b></p> <p>1. Etablissement du diagnostic de territoire</p> <p>Etabli sur la base du « Dossier statistique et cartographique Charente Limousine Ouest Limousin Porte Océane » réalisé par la Région Nouvelle-Aquitaine - Pôle DATAR- Direction de l'Intelligence Territoriale et de la Prospective - Service Etudes et Prospective.</p> <p>De plus, les partenaires techniques ont été mis à contribution pour obtenir des données actualisées dans leurs domaines de compétences permettant de construire un diagnostic de territoire fidèle à la réalité du terrain.</p> <p>2. Analyse AFOM (Atouts Faiblesses Opportunités Menaces)</p> <p><b>Cette approche analytique a été enrichie par l'étude de différents documents portant sur les actions de développement menées et à venir :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bilan des différentes politiques locales de développement</li> <li>- Etat des lieux des actions menées sur le territoire et des projets en développement (solicitation des acteurs locaux).</li> </ul>
<p><b>Etape 4 – Une étape de concertation dans chacune des CdC</b></p> <p>- <b>CCCL (04/05/2022)</b> réunion des membres de l'actuel GAL Charente Limousine, composé d'élus et de représentants de la société civile dans divers domaines : agriculture, l'environnement, l'artisanat, le commerce, l'industrie, le tourisme, la culture, et les services à la population. Les syndicats d'eaux sont également associés.</p> <p>Les échanges fructueux permettent d'établir une analyse des atouts, faiblesses, opportunités et menaces du territoire.</p>	<p><b>15 mai 2022 : Etablissement par la CCCL d'un projet de formalisation d'objectifs stratégiques, et surtout un plan prévisionnel d'actions,</b> élaboré notamment à partir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des contraintes juridiques, notamment les règlements du Parlement et du conseil (24 juin 2021) et autres dispositifs de l'Union européenne, ainsi que des montants alloués dans le cadre de cet appel à candidature,</li> <li>- des contacts quotidiens avec les communes (en particulier les bourgs-centres), communautés de communes, porteurs de projets d'entreprises, et</li> </ul>

<p>- <b>CCPOL (05/05/2022)</b> : Invités : élus locaux et partenaires techniques. 4 ateliers sur les thématiques suivantes sont proposés :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) Favoriser l'accès aux services, à l'emploi et aux loisirs pour toutes et tous</li> <li>2) Renforcer l'attractivité et l'identité du territoire</li> <li>3) Faire de la transition agroécologique une priorité</li> <li>4) Revitaliser nos centres-bourgs</li> </ol> <p>- <b>CCOL</b> Une contribution écrite en date du 27 mai 2022 d'élus et représentants de chefs d'entreprises exposant des pistes d'actions autour des 4 thématiques énumérées ci-dessus.</p> <p>Décision : Validation du diagnostic de territoire et des matrices AFOM (Atouts Faiblesses Opportunités Menaces) et détermination des enjeux par thématique</p>	<p>d'associations dans les 3 CdC,</p>
<p><b>Etape 5 – Mercredi 25 mai 2022 à Saint-Junien : Réunion entre techniciens CCPOL et CCCL</b></p> <p>Travail technique sur les fiches actions et l'affectation des crédits disponibles</p>	<p>Finalisation des différents éléments la réponse à l'appel à candidature (mise en forme et synthèse)</p>
<p><b>Etape 6 – Mardi 7 juin 2022 à Confolens : Réunion plénière avec les membres du futur GAL Charente e Limousin</b></p> <p>pour valider politiquement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la gouvernance,</li> <li>- les orientations,</li> <li>- le programme d'actions chiffrées,</li> </ul> <p>Sur la base d'éléments rédigés par l'équipe technique, à partir des avis et propositions apportés par les élus et partenaires techniques</p>	<p><b>Vendredi 17 juin 2022</b> (date limite de dépôt) Envoi de la candidature</p>

Trois principes clés ont animé l'élaboration et l'écriture de ce programme :

### **1. Une implication permanente des acteurs locaux et partenaires dans l'écriture de la stratégie**

La stratégie de développement local a été construite dans l'objectif de n'écarter aucune thématique a priori. Le travail d'écriture de ce programme s'est donc attaché à intégrer la majorité des acteurs du développement local.

L'ensemble des partenaires des 3 CdC ont été sollicités pour travailler à l'écriture du présent programme :

- **Les collectivités locales** : communes et communautés de communes,
- **Les partenaires techniques et professionnels** : chambres consulaires, associations de professionnels, organismes agricoles (CUMA, association de producteurs), syndicat de rivières...
- **La société civile** : associations naturalistes et environnementales, culturels, touristiques...
- **Les collectivités supra-territoriales** : Etat (DDT, DRAC), Région, Départements de la Haute-Vienne et de la Charente.

### **2. Un travail de concertation et d'élaboration mené parallèlement avec l'écriture du contrat de territoire avec le CRNA (2023-25)**

Toutefois, le DLAL reste un travail spécifique, et en aucun cas une copie du contrat régional.

### **3. La volonté permanente de suivre dans l'élaboration du programme DLAL la feuille de route régionale Néo Terra**

La stratégie proposée au titre du DLAL s'inscrit dans les grandes orientations régionales, notamment concernant la feuille de route Néo Terra.

Cette dernière a été mise en place par la Région Nouvelle-Aquitaine, sur la transition environnementale et climatique, qui vise à « enclencher une mutation profonde et systémique du modèle de développement néo-aquitain ».

La Charente e Limousin, comme la Nouvelle-Aquitaine, est très impactée par le dérèglement climatique, notamment par l'augmentation des températures moyennes et des phénomènes climatiques extrêmes plus fréquents et de plus forte intensité.

L'initiative est constituée d'un réseau d'acteurs pouvant échanger et penser des projets innovants et importants pour lutter contre le dérèglement climatique, dont le territoire Charente e Limousin fait partie. Cette communauté Néo Terra se compose d'acteurs, à la fois, publics, privés et associatifs.

La Région a défini sa feuille de route en juillet 2019, dont ont découlés onze ambitions structurantes, que sont : l'engagement citoyen, la transition agroécologique, la transition des entreprises, les mobilités propres, un urbanisme durable, un nouveau mix énergétique, l'objectif « zéro déchet », la préservation de la biodiversité, la préservation de la ressource en eau, la préservation des terres agricoles et forestières, et enfin la Région comme administration exemplaire (vous pouvez d'ailleurs retrouver le détail des ambitions auxquelles répondent chaque fiche action à la fin de chacune d'elle).

De nombreux projets présentés dans les fiches actions répondent à ces ambitions.

Tout d'abord avec des projets ayant pour vocation d'améliorer la connaissance des acteurs du territoire, par exemple en conduisant des inventaires naturalistes, en mettant en place des observatoires de la biodiversité ; et plus généralement par un accompagnement spécifique des communes dans la gestion des espaces verts et les opérations d'urbanisme, notamment avec des projets de désimperméabilisation des sols et de végétalisation de l'espace public, constituant alors des îlots de fraîcheur.

Le volet énergétique est très important, tant la consommation d'énergie est nécessaire au fonctionnement de notre société. La sobriété énergétique, ainsi que la lutte contre les déperditions de chaleur, sera encouragée dans les projets soutenus.

### 33. L'analyse des besoins et du potentiel de développement du territoire

	Atouts	Faiblesses	Opportunités	Menaces
Services publics	Présence d'une sous-préfecture à Rochechouart et Confolens, de services de gendarmerie dans les trois communautés de communes, de maison France Services sur les trois communautés de communes Saint Junien commune centre structurant	Service ferroviaire amputé (arrêt ligne Limoges-Angoulême à Saillat)  Eloignement des centres de décision		Service postal menacé (diminution des tournées, fermeture de bureau)  Impact de la crise sanitaire sur le fonctionnement des services publics
Accès aux soins	- Présence d'un hôpital à Saint Junien et Confolens - Pôle de santé : maison de santé – 7 dans tout le territoire + pôles d'appui - Offre médicale globalement satisfaisante en milieu urbain	Sous-représentation des médecins généralistes et des spécialistes  Difficulté de se soigner sur territoire	Création d'un dispositif d'écoute itinérance Ouest Limousin	Manque d'attractivité du territoire pour les jeunes médecins  Risque d'augmentation de la désertification médicale
Population	Attractivité des territoires proche de pôle urbain structurants : vie rurale et centralité à taille humaine  Croissance démographique d'Ouest Limousin	- Décroissance démographique de la Charente Limousine et de la Porte Océane du Limousin - Taux de pauvreté important - Vieillesse de la population - Fuite de la population vers l'extérieur, lié à l'absence de technologie de pointe	Développement de nouveaux usages : télétravail  Faible coût du terrain pour installer de nouvelle population	Risque d'isolement de certains groupes
Emploi	- Ligne de vie autour de la Vienne et du Rail - Présence de grosses entreprises industrielles sur le territoire (papier carton) - Maillage de PME assez structurée soutenue par la Région NA - Ressource, savoir-faire en matière d'artisanat	- Chômage qui augmente - Inégalité territoriale en termes d'emploi - Difficulté à recruter de la main d'œuvre qualifiée	Croissance emploi stable  Existence du GIEC	- Perte progressive des fonctions productives du territoire - Impact du COVID 19 : disparition d'entreprise, de commerce - Nombreux départs à la retraite dans un futur proche
Formation	Attractivité de l'enseignement secondaire à Saint-Junien et Confolens Une formation d'enseignement supérieure à Saint-Junien	Très peu d'accès à l'enseignement supérieur	Potentielle création d'un IFSI à Saint Junien  Développement de l'apprentissage	Perte de moyens des universités (risque de disparition de filière même à Limoges)
Commerces	Zone de chalandise de 70 000 habitants à St Junien, coexistence de zones économiques dynamiques et de commerces de centre-ville variés  Implantation relativement diversifiée sur le territoire	Certaines zones de territoire sont dans une situation de déprise ou d'absence de commerces – forte inégalité territoriale	- Montée en puissance de nouvelles zones économiques, revitalisation des friches industrielles des bords de Vienne - Petites villes de demain pour 4 communes des CdC POL et CL - Développement de nouveaux modes de consommation : production locale etc.	- Vigilance à avoir sur l'impact du développement des zones économiques d'entrée de ville sur le commerce de centre-ville - Impact de la crise sanitaire - Difficulté d'un équilibre entre zones économiques long de la RN141 et

				offre commerciale des centre-bourgs
Solidarité / Cohésion	<p>Réseau association dense et actif, fortement aidé par les collectivités</p> <p>Aire d'accueil des GDV rénovée et adaptée</p> <p>Présence d'une épicerie solidaire à Saint Junien</p> <p>Nombreux tiers lieux en Charente Limousine</p> <p>Dispositifs mis en place sur le territoire (ADECTE / GEIQ)</p>	<p>Difficulté d'intégration des gens du voyage, en matière de scolarisation notamment</p> <p>Vieillessement du tissu associatif</p>	Création de nouveau tiers lieu en Charente	<p>Impact du Covid sur les associations</p> <p>Contraintes budgétaires sur les collectivités locales peuvent impacter par ricochet les associations</p>
Culture	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Présence de structures à fort rayonnement : EPCC, Conservatoire à Rayonnement Intercommunal</li> <li>- Médiathèque qui maille le territoire</li> <li>- Cinéma : Saint Junien, Confolens</li> <li>- Musée : Rochechouart, de la mémoire</li> <li>- Festival de Confolens</li> <li>- Maison Maria Casarès</li> <li>- Boisbuchet</li> </ul>	Difficulté de toucher tous les publics	<p>Labellisation Etat et reconnaissance d'un pôle culturel Régional</p> <p>Musée du chanvre Cognac-la-Forêt</p> <p>Création d'un futur EPCC en Charente Limousine</p> <p>Bon maillage d'équipements culturels</p>	<p>Contraintes budgétaires et impact de la crise sanitaire sur le milieu de la culture et du spectacle</p>
Loisirs	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Présence d'équipements de qualité : Centres aquarécratifs, piscines de plein-air, Ciné bourse, EPCC, Cinéma Confolens, Vélorail, Cassinomagus</li> <li>- Activités de nature</li> <li>- Lacs de Haute Charente</li> </ul>		Création d'une base sport-nature à Saint-Victurnien	Coût de fonctionnement des équipements publics, aggravés par la crise sanitaire
Séniors / vieillissement	Présence d'établissements soutenus fortement par l'Etat et les collectivités	Questions de mobilité liées à l'âge, accès au numérique des personnes âgées	Conseillers numériques pourront accompagner personnes âgées dans ce domaine	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Impact de la crise sanitaire sur la prise en charge des personnes âgées en établissement</li> <li>- Besoin de prise en charge augmente avec le vieillissement de la population</li> </ul>
Habitat	Foncier disponible et offre de logements importante	<p>Etat vétuste de certains logements, notamment sur le plan énergétique</p> <p>Manque de cohérence territoriale en matière d'urbanisme</p>	<p>Volonté politique de mettre en place un permis de louer au niveau de la POL</p> <p>Structuration du SCOT Charente e Limousin</p> <p>Opérations type OPAH, dans le cadre de Petites Villes de demain</p> <p>PIG départemental 87</p>	
Attractivité des centres bourgs	Centre-bourgs qui disposent de réels atouts en termes de	Manque de structuration du réseau des commerçants	Création d'un poste de manager de centre-ville	

	patrimoine et de monuments remarquables  Accès au haut-débit	Articulation périphérie – centre-bourgs en matière d'offre commerciale	Saint Junien / Rochechouart  PVD pour 4 communes  Structuration des réseaux de commerçants en cours  AMI Centre-bourg à Confolens	
Tourisme	Potentiel remarquable, tant sur le plan du tourisme mémoriel que « famille et nature »  Présence d'OTI actif et connaissant parfaitement les atouts du territoire  Plan d'eau et gîtes offrant des opportunités touristiques  Label Pays d'Art et d'Histoire à Confolens  Qualité architecturale des bâtis	Certains sites ne sont plus adaptés (La Chassagne) aux usages actuels  Nécessité de valoriser de façon ludique et spectaculaire l'astroblème  Manque de cohérence sur les chemins de randonnée, gérés de façon très hétérogène selon les territoires  Manque d'hébergement touristique  Difficulté à valoriser le patrimoine touristique	Adhésion à la SPL portée par le département 87 qui va renforcer l'ingénierie locale  Rapprochement entre territoires, dans le cadre du SCOT pour porter une dynamique commune.  Création de la Cité du cuir va permettre de faire le lien entre savoir-faire artisanal et destination touristique  Renforcé l'attractivité touristique des lacs de Haute-Charente  Extension du label Pays d'Art et d'Histoire  Opération Petit Patrimoine en Charente Limousine	
Numérique	Démarche volontariste de la POL, via AMEL, pour développer le haut débit sur le territoire  Forte implication des élus pour « rappeler » aux opérateurs leurs obligations	Certaines zones encore mal desservies, y compris en zone urbaine  Inégalité d'accès au numérique	Arrivée de la fibre à l'horizon 2022/2023	Articulation de l'installation de la fibre avec les équipements déjà déployés dans le cadre de l'AMEL  Le passage des services publics au tout numérique
Gestion des déchets	En Charente : EPCI adhérente à CALITOM (syndicat départemental)  Porte Océane et Ouest Limousin conserve la compétence collecte et délèguent le traitement au syndicat départemental 87 (SYDED87).	Gestion des éco-points problématique et source de mécontentements POL  Question des déchets « spécifiques » (pneus, déchets agricoles) pas satisfaisante  Tri mécano biologique à revoir pour CALITOM	Mise en place d'une redevance incitative pourrait être l'occasion d'un débat global	Co-existence de deux systèmes au sein du département (SYDED / Limoges Métropole) ne favorise pas une réflexion globale sur les pratiques  Disparités entre les pratiques des trois EPCI
Préservation et valorisation du patrimoine naturel	Nature préservée et paysage remarquable  Grande diversité des espaces naturels : RNN Astroblème de	Territoire fortement industriel et enjeux économiques qui peuvent prendre le pas sur les priorités environnementales	PCAET adopté fin 2020, qui fixe de très nombreux objectifs concrets à la POL  Contractualisation avec l'ETAT (CRTE) fortement	Difficultés à partager un diagnostic et des pratiques avec le milieu agricole  Forte pression des



	<p>Rochechouart-Chassenon, Natura 2000 Vallée de l'Issoire, PNR Périgord Limousin. Forêts importantes, bocages.</p> <p>Projet de reconquête de la biodiversité de la Charente Limousin</p> <p>Prise en compte de ces enjeux dans des documents partagés et portés politiquement (Prescription SCOT, PCAET)</p> <p>Patrimoine géologique et archéologique d'intérêt mondial</p>	<p>Difficulté à intégrer les problématiques environnementales dans les arbitrages politiques «quotidiens »</p> <p>Projet éoliens à risques pour la faune ailée.</p> <p>2*2 voies fragmentent milieu naturels</p> <p>Pollution agricoles et urbaines.</p>	<p>axée sur enjeux environnementaux</p> <p>Potentiel patrimonial sous exploité</p> <p>Patrimoine bleu et vert à valoriser avec des sites naturels emblématiques : lacs de Haute-Charente</p> <p>Feuille de route Néo Terra de la région NA</p>	<p>associations et acteurs politiques proches de l'écologie</p> <p>Divergence entre agriculteurs, associations et acteurs politiques proches de l'écologie sur la préservation et la valorisation du patrimoine naturel, avec toutefois la recherche d'un consensus citoyen</p> <p>Réchauffement climatique et effondrement de la biodiversité</p>
Préservation / gestion de la ressource en eau	<p>POL en charge de la gestion de l'eau (sur 4 communes) / et de l'assainissement sur l'ensemble des 13 communes</p> <p>Plusieurs cours d'eau d'intérêt piscicole (saumons, brochets), quantitatif et qualitatif</p>	<p>Complexité de la gestion de l'eau potable sur communes gérées par Syndicats</p> <p>Etat du réseau d'eau et d'assainissement très hétérogène</p> <p>Gestion de l'eau à cheval sur 2 Agences de l'eau avec des règlements d'intervention différents.</p> <p>Un déséquilibre quantitatif récurrent pour les secteurs de la Charente et du Clain.</p> <p>Impact des rejets humains/agricoles sur la qualité de l'eau (lacs Haute-Charente)</p>	<p>Exercice de la compétence GEMAPI, gouvernance globale par POL</p> <p>Volonté politique d'améliorer l'état des réseaux.</p>	<p>Réchauffement climatique et effondrement de la biodiversité</p>
Alimentation & agriculture	<p>Filière de l'élevage structurante</p>	<p>Difficulté de renouvellement des exploitations agricoles</p>	<p>Développement de circuit alimentaire de proximité : Ile de Chaillac</p> <p>Création d'un point de vente de produits locaux : Saint-Maurice des Lions</p> <p>Une agriculture extensive à valoriser</p> <p>Recherche d'une autosuffisance alimentaire à l'échelle locale</p>	<p>Impact du réchauffement climatique</p> <p>Risque de conflit d'usages du foncier avec l'agriculture</p> <p>Effondrement de la biodiversité</p> <p>Divergence entre agriculteurs, associations et acteurs politiques proches de l'écologie sur la préservation et la valorisation du patrimoine naturel, avec toutefois la recherche d'un</p>

				consensus citoyen
Maîtrise des enjeux liés à la qualité de l'air et aux dépenses énergétiques	PCAET adopté et largement partagé par la population POL	<p>Territoire industrialisé / transport repose sur poids lourds</p> <p>Territoire rural avec forte dépendance à la voiture individuelle</p> <p>Parc bâti ancien et mal isolé</p> <p>Difficulté dans le développement des énergies renouvelables</p>	<p>Nombreux AAP lancés par ADEME et Etat</p> <p>Mobilisation de la cellule info Energie</p> <p>OPAH / Petites villes de demain</p>	Réchauffement climatique et effondrement de la biodiversité
Mobilité / Déplacements	<p>Présence d'un axe structurant (RN141) et d'une voie ferrée</p> <p>Volonté politique de développer des modes de déplacements doux</p> <p>Présence d'aires de co-voiturage</p>	<p>Liaison ferroviaire fermée partiellement depuis 2018</p> <p>Territoire peu pourvu en liaisons cyclables</p> <p>Dépendance à la voiture individuelle</p> <p>Liaisons internes en termes de transports peu adaptés ou inefficaces</p> <p>Offre inégalement répartie</p>	<p>Mobilisation politique forte autour de l'enjeu ferroviaire</p> <p>Opportunités liées à LOM en lien avec la Région (co-financement actions de mobilité)</p> <p>Nouvel équilibrage des flux avec la construction d'un nouveau pont à Saint Junien</p> <p>Achèvement total de la mise à 2 x 2 voies de la RN141 va renforcer l'attractivité du territoire</p>	<p>Articulation actions mobilité entre Région (AOM), EPCI et Syndicat SCOT à stabiliser</p> <p>Incertitudes sur la revitalisation de la ligne Limoges-Angoulême</p>

## 34. Description de la stratégie et de ses objectifs

Lors des réunions et consultations de concertation pour élaborer la stratégie, un certain nombre de contributions ont été apportées par les élus et les acteurs du territoire de projet. Une synthèse des ateliers sur les quatre thématiques proposées est développée ci-dessous :

### 1) Favoriser l'accès aux services, à l'emploi et aux loisirs pour toutes et tous

#### 11) Rapprocher les services des habitants, notamment grâce au numérique

##### Constat :

De plus en plus de services, dont publics, ne sont accessibles que via internet. Une partie de la population (personnes âgées, habitants dans les »zones blanches «) se retrouve défavorisée, créant ainsi une fracture sociale.

**Objectif :** Il s'agit de permettre à l'ensemble de la population d'accéder avec la même égalité aux services numériques.

##### Actions :

- S'appuyer sur les maisons France Services pour mutualiser les services publics et déployer de nouveaux services aux habitants,
- Déployer des conseillers numériques sur le territoire, au plus près des lieux de vie,
- Créer de nouveaux tiers lieux, qui offrent une véritable plus-value par rapport à du simple télétravail (service de copie, restauration simple, mise en réseau, conciergerie).

#### 12) Favoriser l'autonomie, notamment des plus jeunes pour qu'ils accèdent plus facilement aux services publics et équipements de loisirs et culturels

##### Actions :

- Développer la mobilité, y compris les mobilités douces :
  - Mettre en place un dispositif de location/prêt de vélos à assistance électrique (ce qui implique d'intégrer la problématique de pistes cyclables dans tous nos aménagements de voirie et d'équiper les lieux publics en arceaux ou locaux pour stationner vélos),
  - Sécuriser les déplacements à vélo (notamment boucle Saint-Junien / Rochechouart / Chassenon),
  - Améliorer la communication sur les transports existants (train, bus, TAD), pour inciter les usagers à s'en servir,
  - Mettre en place une aide de la collectivité pour l'achat de vélos.
- Face à une réalité actuelle qui est celle du recours quasi systématique à l'automobile pour se rendre au travail, et à une quasi-absence de solutions de co-voiturage, il faut peut-être penser différemment la relation au travail :

##### Actions :

- Relocaliser les emplois sur le territoire : actions dans le domaine de l'installation des entreprises et des aides aux entreprises ; privilégier les petites entreprises et le commerce local pourvoyeurs d'emplois directs pour le territoire,
- Favoriser le développement de la fibre comme vecteur du télétravail,
- Développer le tourisme dans toutes ses constituantes (tourisme mémoriel, agro-tourisme, tourisme industriel, offres d'hébergement, etc...) comme créateur d'emploi,
- Organiser des « forums des métiers » pour informer la population locale des possibilités d'emploi sur le territoire,
- Favoriser et accompagner l'animation commerciale,
- Favoriser le développement de l'économie sociale et solidaire (tiers-lieu, etc...)

### 2) Renforcer l'attractivité et l'identité du territoire

##### Constat :

- Territoire avec des richesses et un patrimoine certains (industriel, touristique, écologique,

etc) mais une mise en valeur peu développée et une offre touristique à améliorer.

**- Un territoire présentant de nombreux atouts communs, avec des patrimoines :**

- naturel : Météorite, vallées de la Vienne et de la Glane, lacs de Haute-Charente
- ethno-culturel : Occitanie, ostensions, Pays d'Art et d'Histoire de Charente Limousine
- mémoriel d'Oradour-sur-Glane et Chasseneuil-sur-Bonnieure, Maquis charentais, rochechouartais...
- monumental : Châteaux de Rochechouart (87), Rochebrune et Peyras (Terres-de-Haute-Charente) (16), Cassinomagus
- religieux : Les Salles-Lavauguyon (87), abbaye de Lesterps (16)

**Objectifs :**

Révéler un consensus autour d'une identité commune (par exemple occitane : la faire connaître)

Valoriser le patrimoine géologique du territoire et le faire connaître

Créer des liens / mailler le territoire autour des lieux de mémoire

Avoir une offre qualitative d'hébergement

**Actions :**

Enquêtes auprès de la population sur l'identité,

Qualifier les hébergements (par exemple avec des labels reconnus nationalement et internationalement),

– Labellisation Pays d'Art et d'Histoire,

- Actions de promotion des communes à tout le territoire : Congrès, festivals, moments promotionnels, outils de communication,

- Profiter du travail engagé avec la SPL pour mettre en valeur les atouts et attraits du territoire,

- Agir sur le développement de l'offre touristique : favoriser les mises aux normes des équipements existants,

- Promouvoir une image dynamique et volontariste du territoire en matière de développement durable (PCAET, TEPCV) porteuse d'un « langage » particulièrement attractif pour des populations urbaines en recherche d'authenticité,

- Développer et favoriser une animation culturelle riche et diversifiée.

**3) Faire de la transition écologique et agricole une priorité**

Nécessité que les dimensions de la transition écologique soit présentes dans l'ensemble des actions portées sur le territoire (quelques soient les axes)

**Objectifs :**

Prendre en compte et mettre en cohérence les objectifs de développement durable dans les projets de territoire

Définir et mettre en œuvre un outil de planification des actions en faveur de l'environnement et de l'énergie sur le territoire (PCAET)

**Actions :**

- Actions qui permettent l'atténuation des effets du changement climatique sur le territoire :

- Baisse des émissions GES ;

- Développement des circuits-courts (maraichage, élevage etc.)

- Accompagnement du transfert de la terre agricole pour développer des bonnes pratiques et faciliter l'installation des jeunes agriculteurs

- Aides à la transition énergétique et hydraulique de l'habitat

- Actions visant à la résilience et l'adaptation du territoire dans son développement :

gestion de la ressource en eau, énergie renouvelable, préservation de la biodiversité) ; contribuer au mieux-être et au maintien de la santé par des actions écologiques : suppression du recours aux produits phytosanitaires, contribuer à la baisse de la pollution de l'air (mobilité, déplacement doux

etc.)

- Sensibilisation et communication autour des enjeux écologiques et agricoles,
- Favoriser, en lien avec les communes du territoire l'usage des énergies alternatives (par exemple le bois très présent sur le territoire),
- Développer et favoriser les initiatives tendant à la maîtrise et/ou la réduction des consommations d'énergies : action sur l'éclairage public nocturne également favorable à la faune ; action engagée avec le PNR Périgord Limousin via les compteurs intelligents EcoJocko,
- Favoriser le développement des énergies renouvelables.

#### 4) Réadapter nos centres-bourgs

Proposition de parler de « réadapter » les centres-bourgs à la place de « revitaliser », choisi initialement.

**Objectifs :** redynamiser, rénover, remettre du loisir en centre-ville

- Revoir l'offre de services et des commerces (reprise de commerces) : qualité, présence etc ; inciter les clients à mieux acheter ; animations permanentes : espaces communs, espaces de vie sociales – Animation du monde associatif → Ramener les flux en centre-ville,
- Réadapter, repenser, l'espace public : plus agréable, plus accessibles, plus attractif, Par la mobilité, l'urbain (aménagement, stationnement, mobilier urbain), faciliter les mobilités douces et actives,
- En matière de logements, privilégier les zones intergénérationnelles, la mixité sociale. IL s'agit de « Bien vieillir » mais pas que... »,
- Favoriser, via les documents d'urbanisme, l'installation de nouveaux habitants prioritairement dans les centre-bourgs,
- Favoriser, dans les centre-bourgs des continuités urbanistiques (rues commerçantes, etc...),
- Lutter contre le logement vacant

#### **Actions :**

- Promotion : création d'identité au sein du GAL, création d'identité particulières : associations de commerçants, professionnels de santé/soin/premier secours, tourisme, associations diverses
- Aménagement urbain, accessibilité avec les collectivités territoriales, etc.
- Aide à la rénovation, aide immobilière, offre de logement adapté, avec les bailleurs privés, sociaux, collectivités territoriales.

Ces 4 axes de travail/objectifs stratégiques (OS) ont été déclinés en fiches-actions (FA) opérationnelles, qui constitueront une des bases de travail pour les tâches confiées au GAL.

Cet exercice **délicat** a dû tenir compte :

1) des objectifs définis dans le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) de Nouvelle-Aquitaine, approuvé par la Préfète de Région le 27 mars 2020, qui constitue un cadre d'orientation des stratégies et des actions opérationnelles des collectivités territoriales vers un aménagement plus durable, à travers notamment les futurs documents de planification que celles-ci élaboreront.

2) des interventions croisées des programmes européens (5 axes du FEDER, FSE +, Programme Stratégique National (FEADER),

3) Des spécificités et domaines d'interventions des deux fonds : FEDER OS5 – Région Nouvelle Aquitaine et LEADER (FEADER), ainsi que de l'enveloppe allouée au GAL Charente e Limousin.

4) des travaux et orientations retenues dans le cadre de la politique contractuelle de la Région Nouvelle Aquitaine avec le territoire Charente e Limousin (en cours de négociation).

5) Des domaines de compétence des porteurs de projets locaux (collectivités publiques,

entreprises et associations).

Nous avons donc la répartition suivante :

### **1. Au titre des fonds européens FEDER OS5**

OS 1 : Favoriser l'accès aux services, à l'emploi et aux loisirs pour toutes et tous

FA 1.1. Rapprocher les services des habitants, notamment grâce au numérique

FA 1.2. Favoriser l'autonomie, notamment des plus jeunes pour qu'ils accèdent plus facilement aux services publics et équipements de loisirs et culturels

OS 4 -> FA 2. Réadapter nos centres-bourgs

### **2. Au titre des fonds européens LEADER**

OS 3 -> FA 3. Faire de la transition écologique et agricole une priorité

OS 2 -> FA 4. Renforcer l'attractivité et l'identité du territoire.

FA 5. Coopération

FA 6. Animation



## 35. Présentation du plan d'actions

Fiche-action n° 1.1 – Rapprocher les services des habitants, notamment grâce au numérique		
Objectif stratégique : Favoriser l'accès aux services, à l'emploi et aux loisirs pour tous et toutes		
Fonds mobilisé et montant (FEDER OS5 / LEADER / FEAMPA)	<b>Fonds mobilisé FEDER OS5</b> (Montant plancher de dépenses éligibles de l'opération présentée (au titre des fonds européens) à 25 000 €, ET montant FEDER prévisionnel après instruction de la demande d'aide de 15 000 €)	Montant prévisionnel <b>300 000 €</b> (6,62 % de la maquette)
Descriptif synthétique du contenu et objectif(s) prioritaire(s) en lien avec la stratégie (aspect rural/urbain/littoral, effets attendus sur le territoire, plus-value du DLAL...)	<b>Constat :</b> De plus en plus de services, dont publics, ne sont accessibles que via internet. Une partie de la population (personnes âgées, habitants dans les « zones blanches ») se retrouve défavorisée, créant ainsi une fracture sociale. <b>Objectif :</b> Rapprocher les services des habitants, notamment grâce au numérique. Il s'agit de permettre à l'ensemble de la population d'accéder avec la même égalité aux services numériques.	
Types d'actions soutenues	<b>Actions :</b> - S'appuyer sur les maisons France Services pour mutualiser les services publics et déployer de nouveaux services aux habitants, - Déployer des conseillers numériques sur le territoire, au plus près des lieux de vie, - Créer de nouveaux tiers lieux, qui offrent une véritable plus-value par rapport à du simple télétravail (service de copie, restauration simple, mise en réseau, conciergerie).	
Bénéficiaires potentiellement visés (en conformité avec les programmes)	- Collectivités territoriales et leurs groupements, syndicats mixtes, établissements publics, Sociétés Publiques Locales (SPL), chambres consulaires, - Tous types d'associations, - PME au sens communautaire (RGEC 651/2014) du secteur industriel ou commercial, Organismes privés : Sociétés d'Economie Mixte (SEM), syndicats professionnels ou interprofessionnels, fondations	
Cofinancements potentiellement mobilisables	Etat, CRNA, CD 87 et 16	
Lignes de partage avec les autres dispositifs		
Indicateurs de suivi envisagés (de réalisation et de résultat)	Nombre de tiers-lieux créés ou soutenus Nombre d'usagers soutenus	
Contribution à la mise en œuvre des 11 ambitions de la feuille de route régionale Néo Terra dédiée à la transition énergétique et écologique	Ambition 3 : Accélérer la transition énergétique et écologique des entreprises Défi 1 : Accompagner la transformation vers des modèles de production plus sobres	

**Fiche-action n° 1.2 – Favoriser l'autonomie, notamment des plus jeunes pour qu'ils accèdent plus facilement aux services publics et équipements de loisirs et culturels**

<b>Objectif stratégique : Favoriser l'accès aux services, à l'emploi et aux loisirs pour tous et toutes</b>	
Fonds mobilisé et montant (FEDER OS5 / LEADER / FEAMPA)	<div> <div>Fonds mobilisé : <b>FEDER OS5</b> (Montant plancher de dépenses éligibles de l'opération présentée (au titre des fonds européens) à 25 000 €, ET montant FEDER prévisionnel après instruction de la demande d'aide de 15 000 €)</div> <div>Montant prévisionnel <b>549 567 €</b> (15,79 % de la maquette)</div> </div>
Descriptif synthétique du contenu et objectif(s) prioritaire(s) en lien avec la stratégie (aspect rural/urbain/littoral, effets attendus sur le territoire, plus-value du DLAL...)	<p>Favoriser l'autonomie, notamment des plus jeunes pour qu'ils accèdent plus facilement aux services publics et équipements de loisirs et culturels</p> <p>Répondre au :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- manque de moyens de transports en milieu rural,</li> <li>- à la difficulté de vivre en milieu rural sans automobile et ses effets négatifs induits (coût, pollution, accidents...)</li> </ul>
Types d'actions soutenues	<ol style="list-style-type: none"> <li>1) Mettre en place un dispositif de location/prêt de vélos à assistance électrique (ce qui implique d'intégrer la problématique de pistes cyclables dans tous nos aménagements de voirie et d'équiper les lieux publics en arceaux ou locaux pour stationner vélos)</li> <li>2) Sécuriser les déplacements à vélo (notamment boucle Saint-Junien / Rochechouart / Chassenon)</li> <li>3) Améliorer la communication sur les transports existants (train, bus, TAD), pour inciter les usagers à s'en servir</li> <li>4) Mettre en place une aide de la collectivité pour l'achat de vélos</li> </ol>
Bénéficiaires potentiellement visés (en conformité avec les programmes)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Collectivités territoriales et leurs groupements, syndicats mixtes, établissements publics, Sociétés Publiques Locales (SPL), chambres consulaires</li> <li>- Tous types d'associations</li> <li>- PME au sens communautaire (RGEC 651/2014) du secteur industriel ou commercial</li> </ul> <p>Organismes privés : Sociétés d'Economie Mixte (SEM), syndicats professionnels ou interprofessionnels, fondations</p>
Cofinancements potentiellement mobilisables	Etat, CRNA, CD 87 et 16
Lignes de partage avec les autres dispositifs	
Indicateurs de suivi envisagés (de réalisation et de résultat)	<p>Nombre de kilomètres de voies cyclables</p> <p>Nombre de vélos acquis et mis en location</p>
Contribution à la mise en œuvre des 11 ambitions de la feuille de route régionale Néo Terra dédiée à la transition énergétique et écologique	<p>Ambition 4 : Développer les mobilités « propres » pour tous</p> <p>Défi 3 Accompagner le développement de motorisations alternatives</p>

## Fiche-action n°2 – Réadapter nos centres-bourgs

<b>Objectif stratégique : Réadapter nos centre bourg</b>		
Fonds mobilisé et montant (FEDER OS5 / LEADER / FEAMPA)	<b>Fonds mobilisé : FEDER OS5</b> (Montant plancher de dépenses éligibles de l'opération présentée (au titre des fonds européens) à 25 000 €, ET montant FEDER prévisionnel après instruction de la demande d'aide de 15 000 €)	Montant prévisionnel <b>1 100 000€</b> (31,61 % de la maquette)
Descriptif synthétique du contenu et objectif(s) prioritaire(s) en lien avec la stratégie (aspect rural/urbain/littoral, effets attendus sur le territoire, plus-value du DLAL...)	<p>Offrir un cadre de vie et des services de base est au cœur des préoccupations actuelles des acteurs du territoire, et participe à maintenir la diversité locale pour défendre les attraits, actuels et à venir, à destination des habitants et des touristes.</p> <p>Il s'agit de redynamiser, rénover, remettre du loisir dans les centre-bourg/ville, en renforçant les infrastructures et équipements structurants locaux. C'est réadapter, repenser, l'espace public (voirie et bâtiments) : plus agréable, plus accessible, plus attractif,</p> <p><u>Éléments attendus :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement des flux pour les commerces de centre-ville et de centre-bourg</li> <li>- Protection de la biodiversité,</li> <li>- Préservation des ressources naturelles, notamment la ressource en eau,</li> <li>- Amélioration de la cohésion sociale et du cadre de vie des habitants</li> </ul>	
Types d'actions soutenues	<p>1) Aménagement de centres-bourgs, intégrant une dimension environnementale déterminante, dont désimperméabilisation et végétalisation de l'espace public destiné à créer des îlots de fraîcheur ; ce dernier élément constitue un élément à améliorer face au changement climatique.</p> <p>2) Réhabilitation des bâtiments publics structurants : équipements culturels et sportifs... La dimension rénovation énergétique sera prégnante.</p> <p>Dans tous les projets soutenus, la participation citoyenne des habitants du territoire constituera un préalable indispensable</p>	
Bénéficiaires potentiellement visés (en conformité avec les programmes)	Communes et leurs groupements	
Cofinancements potentiellement mobilisables	Etat : DETR, DSIL, Produit des amendes de police CD16 : schéma du bâti CD87 : aide aux communes, contrats départementaux avec les CdC	
Lignes de partage avec les autres dispositifs	Axe 2 FEDER PO Nouvelle Aquitaine, Osp 2.1 et 2.2 bâtiments enseignements, sanitaires et sociales...	
Indicateurs de suivi envisagés (de réalisation et de résultat)	Nombre d'opérations d'infrastructures de voirie, de bâtiments réhabilités	
Contribution à la mise en œuvre des 11 ambitions de la feuille de route régionale Néo Terra dédiée à la transition énergétique et écologique	Ambition 5 Développer et systématiser un urbanisme durable Défi 1 Développer un urbanisme sobre et ouvert sur la nature Défi 2 Améliorer les performances techniques des bâtiments	

<b>Fiche-action n° 3 – Faire de la transition écologique une priorité</b>		
<b>Objectif stratégique : Faire de la transition écologique une priorité</b>		
Fonds mobilisé et montant (FEDER OS5 / LEADER / FEAMPA)	<b>Fonds mobilisé : LEADER</b> (Montant plancher de dépenses éligibles de l'opération présentée (au titre des fonds européens) à 8 000 €, ET montant FEADER prévisionnel après instruction de la demande d'aide de 5 000 €)	Montant prévisionnel <b>400 000 €</b> (11,50 % de la maquette)
Descriptif synthétique du contenu et objectif(s) prioritaire(s) en lien avec la stratégie (aspect rural/urbain/littoral, effets attendus sur le territoire, plus-value du DLAL...)	<p>Au-delà des services et activités économiques, il n'est pas de développement durable et soutenable pour les futures générations sans préservation des espaces naturels, de la faune et de la flore locales, des cours d'eau, de l'ensemble des écosystèmes. C'est en mettant au cœur de la stratégie ces valeurs et ces principes que cette fiche-action répondra aux enjeux de demain.</p> <p>L'aménagement des espaces naturels, notamment le long des rivières, a généré la destruction d'habitat de nombreuses espèces et des ruptures importantes pour la migration de la faune sauvage. L'usage intensif d'intrants agricoles, vient également dégrader ces milieux, dont la ressource en eau, particulièrement concernée sur le territoire. Enfin, les modèles climatiques des bassins versants de la Charente et de la Vienne prévoient des épisodes de sécheresses et des crues plus intenses à venir. L'adaptation aux changements climatiques est nécessaire au niveau local.</p> <p><u>Lien avec la stratégie :</u></p> <p>La préservation des zones humides, leur meilleure connaissance et la sensibilisation du grand public, doivent permettre de concilier le maintien d'un cadre de vie attractif, le développement d'activités de loisirs respectueuses de l'environnement et l'amélioration de la qualité des eaux souterraines et superficielles. D'autres milieux naturels remarquables font l'objet d'une attention particulière (cf. zonage ZNIEFF, Natura 2000,...)</p> <p><u>Effets attendus :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration des pratiques agricoles ou, à défaut, réduction des transferts de polluants vers les milieux</li> <li>- Préservation des ressources naturelles, notamment la ressource en eau</li> <li>- Protection de la biodiversité</li> <li>- Restauration des milieux naturels, notamment leur fonctionnalité</li> </ul>	
	<p><u>Projets visant à la préservation et la restauration de milieux naturels :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Inventaires naturalistes, mise en place d'observatoires de la biodiversité</li> <li>- Travaux de restauration des milieux dégradés (y compris cours d'eau - lits et berges), travaux de génie écologique à l'exclusion des entretiens pluriannuels (création de mares, plantation de haies,...)</li> <li>- Création d'une nouvelle aire protégée</li> </ul> <p><u>Projets visant à améliorer la connaissance des acteurs du territoire et sensibiliser les habitants :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Formations, sorties découvertes avec des professionnels, des gestionnaires de ces milieux,</li> <li>- Accompagnement des communes ou EPCI dans la gestion des espaces verts ou des espaces naturels,</li> <li>- Actions de communication sur les actions menées par une profession ou un groupe d'acteurs en faveur des transitions,</li> <li>- Action d'information auprès du grand public,</li> <li>- Lutte contre les espèces nuisibles à la santé humaine.</li> </ul>	

Bénéficiaires potentiellement visés (en conformité avec les programmes)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Collectivités territoriales et leurs groupements, syndicats mixtes, établissements publics, Sociétés Publiques Locales (SPL), chambres consulaires</li> <li>- Tous types d'associations</li> <li>- PME au sens communautaire (RGEC 651/2014) du secteur industriel ou commercial</li> </ul> <p>Organismes privés : Sociétés d'Economie Mixte (SEM), syndicats professionnels ou interprofessionnels, fondations</p>
Cofinancements potentiellement mobilisables	Etat, Région, Département, Agences de l'Eau Adour-Garonne et Loire Bretagne
Lignes de partage avec les autres dispositifs	<p><b>Programme FEDER-FSE 2021-2027 Nouvelle-Aquitaine :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Objectif spécifique 2.5. Favoriser l'accès à l'eau et une gestion durable de l'eau</li> <li>- Objectif spécifique 2.7. Améliorer la protection et la préservation de la nature et de la biodiversité, et renforcer les infrastructures vertes, en particulier en milieu urbain, et réduire toutes les formes de pollution</li> </ul> <p><b>PSN 2021-2027 Nouvelle-Aquitaine :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 70.3 Engagements en matière d'environnement et de climat – MAEC</li> <li>- 78.01 Échange de connaissances et d'informations</li> </ul>
Indicateurs de suivi envisagés (de réalisation et de résultat)	<p><b>Indicateurs de réalisation :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de dossiers programmés</li> <li>- Montant moyen de subvention attribué par dossier</li> <li>- Montant moyen de dépense publique par dossier</li> <li>- Part des dépenses bénéficiant à des structures locales (Charente/Haute-Vienne)</li> <li>- Nombre moyen de partenaires impliqués par action</li> </ul> <p><b>Indicateurs de résultat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de bénéficiaires du projet (fréquentation, utilisation,...)</li> <li>- Indicateurs de qualité de l'environnement, de la biodiversité</li> </ul> <p>Indicateurs de qualité de l'eau</p>
Contribution à la mise en œuvre des 11 ambitions de la feuille de route régionale Néo Terra dédiée à la transition énergétique et écologique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ambition 1 : Favoriser l'engagement citoyen pour accélérer la transition écologique</li> <li>- Ambition 2 : Accélérer et accompagner la transition agroécologique</li> <li>- Ambition 8 : Préserver nos ressources naturelles et la biodiversité</li> <li>- Ambition 9 : Préserver et protéger la ressource en eau</li> </ul>

## Fiche-action n° 4 – Renforcer l'attractivité et l'identité du territoire

<b>Objectif stratégique : Renforcer l'attractivité et l'identité du territoire</b>	
Fonds mobilisé et montant (FEDER OS5 / LEADER / FEAMPA)	<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 65%;"> <b>Fonds mobilisé : LEADER</b>  (Montant plancher de dépenses éligibles de l'opération présentée (au titre des fonds européens) à 8 000 €, ET montant FEADER prévisionnel après instruction de la demande d'aide de 5 000 €) </div> <div style="width: 30%; text-align: center;"> Montant prévisionnel  <b>520 134 €</b>  (14,95 % de la maquette) </div> </div>
Descriptif synthétique du contenu et objectif(s) prioritaire(s) en lien avec la stratégie (aspect rural/urbain/littoral, effets attendus sur le territoire, plus-value du DLAL...)	<p>Charente e Limousin détient des potentialités de développement, notamment tournées vers le tourisme e les secteurs connexes, qui méritent d'être accompagnées. Citons à titre d'exemple quelques équipements patrimoniaux et culturels de grande renommée, qui constituent son identité, hors de ses frontières : Thermes de Chassenon, châteaux de Rochechouart, d'Etagnac et de Peyras (Commune de Terres-de-Haute-Charente), abbaye de Lesterps, centre de la mémoire d'Oradour/Glane... mais aussi sites naturels.</p> <p>Pour en assurer le bon fonctionnement et le rayonnement, le renouvellement des investissements matériels et immobiliers est nécessaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Par ailleurs, des manifestations culturelles, sportives et touristiques d'intérêt communautaire se déroulent tous les ans sur le territoire ; elles sont la traduction d'une vitalité associative et l'engagement prégnant de citoyens. La promotion de telles initiatives mérite d'être soutenue, condition sine qua non d'une offre culturelle de qualité.</li> <li>- Enfin, les hébergements de groupe et hôteliers de grande capacité (à l'échelle d'autocars) méritent d'être soutenus qualitativement pour accueillir la population touristique</li> </ul>
Types d'actions soutenues	<p>Organisation de manifestations,  Communication, promotion,  Modernisation de structures d'hébergement de grande capacité, d'établissements culturels et de loisirs (immobilier, scénographie, numérisation...)</p> <p><b>Dépenses soutenues :</b>  Investissements immobiliers et matériels,  Dépenses de fonctionnement, liées aux manifestations</p>
Bénéficiaires potentiellement visés (en conformité avec les programmes)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Collectivités territoriales et leurs groupements, syndicats mixtes, établissements publics, Sociétés Publiques Locales (SPL), chambres consulaires</li> <li>- Tous types d'associations</li> <li>- PME au sens communautaire (RGEC 651/2014) du secteur industriel ou commercial</li> </ul> <p>Organismes privés : Sociétés d'Economie Mixte (SEM), syndicats professionnels ou interprofessionnels, fondations</p>
Cofinancements potentiellement mobilisables	Etat (FNADT, DRAC, etc ) Région, CD 16 + 87
Lignes de partage avec les autres dispositifs	
Indicateurs de suivi envisagés (de réalisation et de résultat)	<p>Nombre de participants (spectateurs et bénévoles),  Retombées économiques sur le territoire (par ex. en termes de chiffre d'affaires induit),  Labels de qualité obtenus</p>

Contribution à la mise en œuvre des 11 ambitions de la feuille de route régionale Néo Terra dédiée à la transition énergétique et écologique	Ambition 1 Favoriser l'engagement citoyen pour accélérer la transition écologique Défi 5 Concilier développement, environnement et solidarité
--	--



## Fiche-action n° 5 – Coopération

<b>Objectif stratégique :</b>		
Fonds mobilisé et montant (FEDER OS5 / LEADER / FEAMPA)	<b>Fonds mobilisé : LEADER</b> (Montant plancher de dépenses éligibles de l'opération présentée (au titre des fonds européens) à 8 000 €, ET montant FEADER prévisionnel après instruction de la demande d'aide de 5 000 €)	Montant prévisionnel : 90 000 € (2,59 %)
Descriptif synthétique du contenu et objectif(s) prioritaire(s) en lien avec la stratégie (aspect rural/urbain/littoral, effets attendus sur le territoire, plus-value du DLAL...)	<p>La coopération est intégrée de manière transversale dans la stratégie du GAL et, est envisagée de manière interterritoriale dans un premier temps, et de manière transnationale, dans un second temps.</p> <p>Ainsi plusieurs types de coopération autour des enjeux structurants du territoire ont été prévus. Citons par exemple (non exhaustif) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Les rivières Charente et Vienne à vélo</b>, en partenariat avec les autres territoires LEADER concernés par le tracé, les collectivités locales en charge de la mise en œuvre du projet, les offices de tourisme, la Région et le Département. L'enjeu est de faire de ces rivières à vélo un axe cyclable structurant à l'échelle nationale, à l'exemple de la Loire à vélo en Anjou. Ce projet de coopération apportera une réelle plus-value à la stratégie du GAL, ne serait-ce qu'en poursuivant et structurant la dynamique lancée, en développant des actions communes garantes de la pérennité du projet ou encore en renforçant les liens entre les différents partenaires.</li> <li>- <b>Développement du réseau des jardins ruffecoïses</b> en lien avec la charte des jardins remarquables du Conseil départemental de la Charente</li> <li>- <b>Mise en réseau de musées nationaux en milieu rural</b> (cf Musée d'art contemporain de Rochechouart...)</li> <li>- <b>Communication interGAL pour promouvoir les fonds européens</b></li> </ul>	
Types d'actions soutenues	Opérations de communication : portée à connaissance auprès de la population..., Organisation de manifestations, d'événements médiatiques, rencontres entre structures concernées..., Travail en réseau.  Dépenses soutenues : Prestations de services, notamment des dépenses de communication : papier, numérique, web ...	
Bénéficiaires potentiellement visés (en conformité avec les programmes)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Collectivités territoriales et leurs groupements, syndicats mixtes, établissements publics, Sociétés Publiques Locales (SPL), chambres consulaires,</li> <li>- Tous types d'associations,</li> <li>- PME au sens communautaire (RGE 651/2014) du secteur industriel ou commercial,</li> <li>Organismes privés : Sociétés d'Economie Mixte (SEM), syndicats professionnels ou interprofessionnels, fondations</li> </ul>	
Cofinancements potentiellement mobilisables	Etat, Région, Département, Agences de l'Eau Adour-Garonne et Loire Bretagne	
Lignes de partage avec les autres dispositifs	Néant	

Indicateurs de suivi envisagés (de réalisation et de résultat)	<b>Indicateurs de réalisation :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de dossiers programmés</li> <li>- Montant moyen de subvention attribué par dossier</li> <li>- Montant moyen de dépense publique par dossier</li> <li>- Part des dépenses bénéficiant à des structures locales (Charente/Haute Vienne)</li> <li>- Nombre moyen de partenaires impliqués par action</li> </ul> <b>Indicateurs de résultat :</b> Nombre de bénéficiaires du projet (fréquentation, utilisation,...)
Contribution à la mise en œuvre des 11 ambitions de la feuille de route régionale Néo Terra dédiée à la transition énergétique et écologique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ambition 1 : Favoriser l'engagement citoyen pour accélérer la transition écologique</li> <li>- Ambition 2 : Accélérer et accompagner la transition agroécologique</li> <li>- Ambition 3 : Accélérer la transition énergétique et écologique des entreprises</li> <li>- Ambition 7 : Objectif « zéro déchet » à l'horizon 2030</li> </ul>

## Fiche-action n° 6 – Fonctionnement du programme et animation territoriale dans les thématiques du programme

<b>Objectif stratégique :</b>		
Fonds mobilisé et montant (FEDER OS5 / LEADER / FEAMPA)	<b>Fonds mobilisé : FEADER</b> (Montant plancher de dépenses éligibles de l'opération présentée (au titre des fonds européens) à 8 000 €, ET montant FEADER prévisionnel après instruction de la demande d'aide de 5 000 €)	Montant prévisionnel : 520 000 € (14,94 %)
Descriptif synthétique du contenu et objectif(s) prioritaire(s) en lien avec la stratégie (aspect rural/urbain/littoral, effets attendus sur le territoire, plus-value du DLAL...)	<p>Frais de fonctionnement et d'animation pour la mise en œuvre de la SLD.</p> <p><b>a) Objectifs</b></p> <p>- <u>Objectifs stratégiques</u> :</p> <p>La mise en œuvre des Stratégies Locales de Développement (SLD) requiert des travaux d'ingénierie, d'animation et de gestion qui doivent être soutenus.</p> <p>- <u>Objectifs opérationnels</u> :</p> <p>Cette mesure doit soutenir et renforcer les capacités d'ingénierie territoriale des GAL (frais de fonctionnement, d'animation et de gestion) dans les territoires pour :</p> <p>Faciliter la mise en œuvre des SLD en complémentarité avec les différentes politiques publiques et en faveur du développement rural</p> <p>Favoriser l'émergence et la réalisation de projets, par l'accompagnement méthodologique des acteurs du territoire</p> <p>Permettre le suivi et l'évaluation de la stratégie visée,</p> <p>Communiquer et promouvoir sur le territoire la stratégie locale de développement</p> <p>Favoriser l'émergence de projets de coopération interterritoriale pour faciliter le transfert d'expériences dans le cadre de ce programme européen</p> <p><b>b) Effets attendus</b></p> <p>Valorisation de la plus-value apportée par le programme de fonds européens dans les différentes actions ;</p> <p>Renforcement du caractère innovant dans chaque projet ;</p> <p>Favoriser la capitalisation et la diffusion de projets innovants, exemplaires ou pilotes ;</p> <p>Communication sur le territoire des possibilités de financements et des projets soutenus ;</p> <p>Accompagnement des projets lors de leur montage et tout au long de leur réalisation.</p> <p>Développement d'un mode de gouvernance et d'animation évolutif et innovant qui puisse inspirer d'autres politiques locales.</p>	
Types d'actions soutenues	<p>Renforcer la capacité des acteurs locaux à élaborer et mettre en œuvre des opérations :</p> <p>Communiquer sur les objectifs et les actions soutenues dans le cadre du DLAL,</p> <p>Animer le territoire pour développer la stratégie des fonds européens en cohérence avec les autres stratégies territoriales ;</p> <p>Accompagner les porteurs de projet à monter leur dossier et à faire leur demande de subvention ;</p> <p>Formation des personnes participant à l'élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie locale de développement,</p> <p>Préparer et animer les comités de programmation,</p>	

	<p>Accompagner le porteur de projet depuis le montage jusqu'au paiement, voire lors des contrôles sur place,</p> <p>Assurer la gestion financière et administrative du programme,</p> <p>Mener des actions de suivi et d'évaluation de la mise en oeuvre de sa SLD et des opérations qui en découlent ;</p> <p>Participer et contribuer aux réunions du réseau rural et toutes autres réunions en liens avec la SLDL ;</p> <p>Participer aux actions de suivi et d'accompagnement des GAL menées par l'autorité de gestion ;</p> <p>Assurer une veille technique et réglementaire sur les fonds européens et sur les possibilités de financements publics en lien avec la SLD.</p>
Bénéficiaires potentiellement visés (enconformité avec les programmes)	Structure porteuse du GAL qui assure la mise en oeuvre de la SLD
Cofinancements potentiellement mobilisables	Dispositif CRNA : Animation (DATAR)
Lignes de partage avec les autres dispositifs	Sans objet
Indicateurs de suivi envisagés (de réalisation et de résultat)	<p><b>Indicateurs de réalisation :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de dossiers programmés</li> <li>- Montant moyen de subvention attribué par dossier</li> <li>- Montant moyen de dépense publique par dossier</li> <li>- Part des dépenses bénéficiant à des structures locales (Charente/Haute-Vienne)</li> <li>- Nombre moyen de partenaires impliqués par action</li> </ul> <p><b>Indicateurs de résultat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de bénéficiaires du projet (fréquentation, utilisation,...)</li> <li>- Nombre de GAL concernés</li> </ul> <p>Connaissance des possibilités offertes par la coopération</p>
Contribution à la mise en oeuvre des 11 ambitions de la feuille de route régionale Néo Terra dédiée à la transition énergétique et écologique	Ambition 11 : La Région Nouvelle-Aquitaine, une administration exemplaire dans la transition

### 36. Plan de financement de la stratégie

Stratégie du territoire	Répartition en subsidiarité de l'enveloppe financière par objectif stratégique et fiche-action :		% de la maquette par objectif stratégique et fiche-action
	FEDER OS5	LEADER	
FA 1.1. Rapprocher les services des habitants, notamment grâce au numérique	300 000 €		8,62 %
FA 1.2. Favoriser l'autonomie, notamment des plus jeunes pour qu'ils accèdent plus facilement aux services publics et équipements de loisirs et culturels	549 667 €		15,79 %
FA 2. Réadapter nos centres-bourgs	1 100 000 €		31,61 %
<b>TOTAL FEDER OS5</b>	<b>1 949 567 €</b>	0 €	56,03 %
FA 3. Faire de la transition écologique une priorité		400 000 €	11,5 %
FA 4. Renforcer l'attractivité et l'identité du territoire		520 134 €	14,95 %
FA 5 : Coopération		90 000 €	2,59 %
FA 6 : Animation - Gestion		520 000 €	14,94 %
<b>TOTAL LEADER</b>		<b>1 530 134 €</b>	43,97 %
<b>Total général</b>	<b>3 479 701 €</b>		

## 37. La description des mécanismes d'animation/communication, de gestion, de suivi et d'évaluation de la stratégie

### 1. L'animation avec un fonctionnement optimisé

Le Développement Local mené par les Acteurs Locaux pour la période de programmation européenne 2021-2027 à l'échelle du GAL Charente e Limousin pourra bénéficier de l'expérience d'une de ses structures composantes : la CdC de Charente Limousine :

- en matière de gestion de fonds européens du programme LEADER 2014-2020,
- et aussi son rôle en matière d'animation de territoire.

La nouvelle organisation de l'équipe technique autour de ce programme, mettant l'animation au centre de ce nouveau programme, permettra de trouver la complémentarité entre les actions animées actuellement par le SCL (planification spatiale et contractualisation régionale) et celles développées par cette nouvelle génération de fonds européens.

Compte tenu de l'expérience acquise au cours du programme LEADER 2014-2020 avec le GAL Charente Limousine, l'équipe technique, **composée de 2 ETP** (scindés en 4 postes aux missions définies et spécialisées) s'organisera de la manière suivante :

### 31. L'animation de la stratégie de développement local (1 ETP)

<u>Animation du GAL et la stratégie : 0,5 ETP</u>	<u>Animation territoriale démultipliant les effets des fonds européens : 0,5 ETP</u>
<p>L'animateur du programme aura les missions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Accueil et présentation des dispositifs d'aide européens aux porteurs de projets</li> <li>- Constitution de leurs demandes de subvention</li> <li>- Rédaction des fiches projets</li> <li>- Présentation des projets en comité de programmation</li> <li>- Animation des comités de programmation</li> <li>- Rédaction des comptes-rendus de réunion</li> <li>- Suivi financier du programme de fonds européens</li> <li>- Animation stratégique du GAL autour du déroulement du projet (redistribution de crédits, adaptation des fiches techniques)</li> <li>- Vérification des conventions attributives</li> <li>- Communication auprès des demandeurs potentiels (conception de la communication et suivi de déploiement)</li> <li>- Suivi des porteurs de projet après l'attribution de la subvention</li> </ul>	<p>Plusieurs groupes techniques territoriaux seront constitués pour faire émerger des projets de territoire innovants et d'envergure :</p> <p><b>1. Groupe « Economie » :</b>            Animations avec associations locales de chefs d'entreprises.            En matière de tourisme, les acteurs seront réunis pour avancer sur des projets globaux à l'échelle du territoire :            . en trouvant des synergies entre les sites touristiques,            . en accompagnant les porteurs de projets vers la qualification de leurs équipements (villages de vacances, villages de caractères...)...</p> <p><b>2. Groupe « Environnement » :</b>            Ce groupe rassemblera et mettra en cohérence les projets de toutes les structures travaillant en direction de la protection de l'environnement : Chambres d'Agriculture, CIVAM, CENNA, Charente Nature, syndicats de rivière, CETEF, LPO...</p> <p>L'objectif est de trouver les synergies entre chacun des acteurs et ainsi de découpler les retombées de leurs actions sur le territoire. Ce travail de groupe facilitera l'adaptation des projets à la trame verte et bleue régionale, dans le cadre de la Charte Néo Terra.</p> <p><b>3. Groupe « Culture » :</b>            Modernisation et mise en réseau des équipements existants structurants et animation.</p> <p>Ces trois groupes techniques territoriaux seront animés par les techniciens des communautés de communes adhérentes. Cette organisation permettra de faire facilement le lien entre les actions menées par le SCL dans son fonctionnement courant et les nouvelles dynamiques offertes par les fonds européens.</p>

### 32. Le suivi administratif et financier du programme (1 ETP)

Missions du <b>responsable administratif</b> :	Missions du <b>gestionnaire</b> :
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Relance des porteurs de projet pour compléter les demandes de subvention,</li> <li>- Edition des courriers (accusés réception dossiers incomplets, complets, courriers de décision du GAL),</li> <li>- Edition et envoi des conventions attributives, suivi de la signature de ces conventions,</li> <li>- Dépôt des dossiers de demande d'aide sous OSIRIS,</li> <li>- Mise à jour du site Internet pour la partie Fonds européens (Réglementation, Comptes-rendus, événementiels...)</li> <li>- Rédaction et mise en forme des fiches projets pour capitalisation et diffusion</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pré-remplissage des demandes de paiement des porteurs de projet (sur la base de leur demande de paiement des co-financements),</li> <li>- Réception des demandes de paiement,</li> <li>- Vérification de la complétude des dossiers et la validité des factures,</li> <li>- Dépôt des demandes de paiement sous la base de données régionale... (actuellement OSIRIS)</li> </ul>
<b>Travail administratif : 0,5 ETP</b>	<b>Travail gestion et paiements : 0,5 ETP</b>

## 2. La communication

Il est envisagé de déployer un large plan de communication selon la méthodologie suivante :

Objectif	Cible	Outils	Moyen de diffusion
Informers les porteurs de projets potentiels des possibilités de financement par les fonds européens	Porteurs de projet privés	Plaquettes / brochures	Mairies du territoire
		Articles information et événementiel	Site Internet / Facebook des 3 EPCI membres
		Articles de présentation	Presse locale et spécialisée
	Entreprises	Plaquettes et brochures de présentation	Chambres consulaires Mairies du territoire
		Information sur le programme ( <i>bouche à oreille</i> )	Envoi d'une présentation synthétique du projet aux réseaux professionnels Appropriation du projet par les membres du GAL, premiers ambassadeurs du programme
		Articles de présentation	Presse locale et spécialisée
	Collectivités	Plaquettes / brochures	Envoi en mairies
		Présentation générale	Conseils communautaires, conférence des maires
		Présentation spécialisée	Réunions décentralisées sur les aides possibles (Fonds européens et autres dispositifs)
	Associations	Plaquettes / brochures	Déposés en mairies + envoi postal
		Articles de présentation	Presse locale et spécialisée (collectivités)
Faire connaître les actions de l'Europe sur notre territoire	Habitants du territoire	Panneaux présentation projets aidés	Affichage sur les sites des projets aidés
		Articles	Presse locale
		Information projets et événementiels festifs	Site internet / facebook des EPCI membres
	Personnes de passage	Panneaux présentation projets aidés	Affichage sur les sites des projets aidés
Informers sur les réalisations et l'impact du programme	Acteurs du territoire (élus, partenaires, porteurs de projets, bénéficiaires potentiels)	Réalisation de journées de découvertes des projets emblématiques sur le territoire	Sortie en bus proposées aux élus et acteurs du territoire.
		Présentation annuelle de l'avancement du programme	Conseils communautaires et conférence des maires
		Articles	Presse locale, feuille info (sur le modèle de celle de Charente Limousine)



		Information projets et événementiel	Site internet/facebook des EPCI adhérents
Informers les partenaires de la stratégie	Membres du GAL	Présentation avancement + distribution de documents	Comités de programmation
	Partenaires locaux (hors GAL)	Participation aux groupes techniques locaux	Réunions, liste de diffusion mails.
	Partenaires régionaux	Information projets et événementiel Participation aux publications du réseau Participations aux événements organisés par les Réseaux	Site internet/facebook EPCI adhérents Proposition de développer une plateforme d'échange collaborative
	Partenaires nationaux	Participation aux publications du réseau Participations aux événements organisés par les Réseaux	

### 3. Le suivi et l'évaluation

Il a été décidé de travailler dès la rédaction de cette candidature à un plan d'évaluation complet. Les acteurs du programme se sont accordés sur la nécessité de la prévoir en plusieurs phases :

- Etape 1 : une évaluation ex ante
- Etape 2 : une évaluation à mi-parcours
- Etape 3 : une évaluation ex post
- La tenue d'une évaluation en continu sur la durée du programme.

Les différentes étapes envisagées pour l'évaluation du DLAL suivent l'organisation suivante :

<u>Etape de l'évaluation</u>	<u>Objectif</u>	<u>Actions à mener</u>	<u>Outils</u>
<b>Etape 1 : Constitution du plan d'évaluation</b> (dès sélection de la candidature)	Avoir une vue globale du dispositif d'évaluation qui sera mis en place au cours du programme	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Définition précise des contours du programme à évaluer, de ses objectifs et des attentes de ses protagonistes</li> <li>- Identification de la finalité de l'évaluation et du type d'évaluation à mener</li> <li>- Choix des critères, indicateurs, outils et protocoles pour mener l'évaluation</li> <li>- Etude de la faisabilité de travailler sur les indicateurs d'impact (lesquels et comment les renseigner)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place d'un « groupe de travail évaluation » chargé de suivre et valider les différentes étapes de l'évaluation</li> <li>- Formation des membres du groupe de travail évaluation aux bases la logique évaluative</li> <li>- Analyse des documents stratégiques du programme</li> <li>- Recherches bibliographiques sur l'évaluation</li> </ul>
<b>Etape 2 : Détermination de l'état de référence de l'évaluation et des indicateurs de suivi sélectionnés</b> (Fin 2022- début 2023)	Pouvoir connaître contexte territorial dans lequel le programme est lancé pour ensuite pouvoir mesurer ses effets sur la priorité ciblée	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place d'un observatoire du territoire pour les indicateurs retenus</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réalisation d'enquêtes, d'études de terrain pour récupérer les informations nécessaires au renseignement des indicateurs sélectionnés.</li> </ul>
<b>Etape 3 : Evaluation mi-parcours</b> (2025)	Améliorer la mise en œuvre et l'effet levier du programme par la mise en œuvre des recommandations formulées dans le cadre	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réalisation d'une analyse quantitative et qualitative des principaux résultats atteints</li> <li>- Analyse du processus de mise en œuvre du programme et propositions d'améliorations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Analyse du tableau de suivi du programme de fonds européens</li> <li>- Réalisation d'enquêtes et d'entretiens auprès des membres du GAL, porteurs de</li> </ul>

	de cette évaluation	<b>→ réorientation du programme dans ses objectifs ou son déploiement le cas échéant</b>	projets et bénéficiaires des actions
<b><u>Etape 4 :</u></b> <b>Evaluation finale</b>  (2028)	Avoir une image globale des réalisations et des impacts du DLAL pour pouvoir s'appuyer sur cette expérience dans le cadre de déploiement d'autres politiques programmes de développement rural	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appréciation quantitative et qualitative des effets du programme et de sa plus value pour le développement du territoire</li> <li>- Analyse des impacts du programme sur la base des indicateurs définis en début de projet.</li> <li>- Appréciation de la complémentarité entre le DLAL et les autres dispositifs de subvention</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réalisation d'enquêtes, d'études de terrain pour récupérer les informations nécessaires au renseignement des indicateurs sélectionnés.</li> <li>- Réalisation d'enquêtes et d'entretiens auprès des membres du GAL, porteurs de projets et bénéficiaires des actions</li> </ul>
<b><u>Evaluation continue</u></b>  (Sur la durée du programme)	S'appuyer sur l'évaluation pour apporter une amélioration constante du pilotage et de l'efficacité de la mise en œuvre du programme	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réalisation de bilans quantitatifs annuels (Rapport Annuel de Mise en Œuvre – RAMO) tous les ans, transmis au CRNA en janvier,</li> <li>- Communication et diffusion annuelle sur l'état d'avancement du programme,</li> <li>- Suivi annuel du devenir des projets subventionnés, en termes de résultat et de pérennisation,</li> <li>- Evaluation des outils de mise en œuvre du programme et éventuels réajustements</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Constitution de tableaux de bord et de suivi du programme</li> <li>- Elaboration des rapports annuels d'exécution</li> </ul>

### **Essayer de mesurer les impacts réels du DLAL 2021-2027**

Pour ce faire, il faudra que le groupe de travail évaluation détermine les indicateurs d'impacts à renseigner en début et en fin de programme (ainsi que le moyen d'y parvenir), pour caractériser l'impact du programme sur les thématiques retenus. Cet exercice présente une complexité certaine mais les membres du comité ont choisi de porter une partie de leur énergie sur cette question pour pouvoir déterminer de manière précise et fiable les effets de leurs actions.

La stratégie DLAL, si elle s'attache notamment à favoriser le développement économique tout en préservant l'environnement, a pour objectif d'accompagner la création de richesses et l'emploi sur le territoire. Aussi, les membres du comité de programmation souhaitent que ce DLAL 2021-27 soit l'occasion d'avancer sur une méthode permettant de déterminer aussi précisément que possible les retombées de ces soutiens financiers sur le territoire d'un point de vue de création de valeur ajoutée induite.

Cet objectif pourrait faire partie de l'évaluation du programme ou même prendre la forme d'un projet de coopération avec d'autres territoires métropolitains que la question de l'évaluation concerne.

## **4. La capitalisation et la diffusion**

### **41. Echanges méthodologiques avec les GAL voisins :**

L'évaluation croisée (en cours) en Charente montre que chaque GAL a des modes de fonctionnement propres, avec ses points forts et ses points faibles. L'analyse comparative réalisée pendant ce travail d'évaluation devrait permettre de déboucher sur un échange de bonnes pratiques devant induire une amélioration du fonctionnement de l'ensemble des GAL.

Dans ce même esprit, il est envisagé dans le DLAL 2021-2027 de contacter des territoires voisins pour échanger sur leurs pratiques de gestion de fonds européens afin d'enrichir encore les

pratiques du GAL Charente e Limousin. Cet échange pourrait se faire sur la base de rencontre d'animateurs, mais il paraît encore plus intéressant de prévoir des échanges inter-GAL par la participation croisée à des comités de programmation.

#### **42. Participation au Réseau rural régional :**

Fort de l'expérience du réseau du programme précédent, le GAL Charente e Limousin souhaite continuer à participer au réseau régional. Véritable lieu d'échanges, il permet d'améliorer les pratiques et le suivi du programme. Il favorise également la diffusion des stratégies de chaque territoire et la mise en place de coopérations. Cette participation se traduira à travers :

- la participation aux rencontres organisées par le réseau rural régional,
- l'échange de pratiques et partage d'expériences,
- la possibilité de créer des coopérations intra-régionales en fonction des problématiques des GAL,
- la possibilité de mutualiser des moyens entre GAL.

Une attente particulière du territoire vers le réseau rural concerne l'échange d'expériences. En effet, les territoires sont souvent confrontés aux mêmes problématiques qu'ils doivent surmonter généralement sans aide extérieure. Le développement d'un moyen d'échanger les expériences de chacun (forum, plate-forme d'échanges collaborative) permettrait à de nombreux territoires de gagner un temps précieux en échangeant sur des thématiques déjà traitées par des structures proches.

D'autres initiatives de capitalisation pourraient être envisagées :

- **Des « ateliers locaux »** réunissant élus, membres du Comité de programmation, pourront être organisés une ou deux fois par an afin de débattre d'une problématique particulière.
- **Des « visite de projets »** pourraient être organisées. Ces visites à destination des élus, des membres du comité de programmation auraient pour but de faire découvrir aux acteurs du territoire les projets réalisés par d'autres territoires, dans le cadre du programme DLAL 2021-2027 ou non.
- **L'édition de documents d'information** (lettre, bulletin, dépliant...) à destination des habitants et des porteurs de projets du territoire pour présenter le programme DLAL 2021-2027 et faire découvrir les actions de l'Europe au plus proche des citoyens.

## **38. La description du processus de mobilisation et de participation des acteurs locaux dans la stratégie**

### **1. Le Groupe d'Action Locale (GAL)**

Le GAL n'ayant pas d'existence légale propre, le SCL en est la structure porteuse. Avec l'expérience passée d'une de ses collectivités composantes (Communauté de communes de Charente Limousine) en matière d'animation du territoire avec la gestion du programme LEADER 2014-2020, il sera en outre un excellent moyen d'amplifier cette nouvelle génération de fonds européens localement, avec ses deux autres missions :

- L'établissement du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) à l'échelle du territoire Charente e Limousin,
- La contractualisation avec le CRNA.

### **2. Un rôle clairement affiché...**

Le GAL est l'organe central du Développement Local mené par les Acteurs Locaux. Par son rôle de décisionnaire, il statue sur la totalité des projets sollicitant une subvention de fonds européens en s'assurant de leur adéquation avec la priorité ciblée et les critères de sélection. Il est également le lieu de l'échange et de la concertation sur la stratégie à adopter pour atteindre les objectifs fixés en début de programme.

En précisant ses actions, il doit :

- Statuer sur les dossiers qui sollicitent une aide en s'assurant qu'ils s'intègrent bien dans la priorité ciblée du programme et dans les critères de sélection,
- Veiller à la bonne utilisation des fonds européens et suivre l'engagement de ces derniers,
- S'assurer que le projet est suffisamment connu et compris sur le territoire pour qu'il puisse bénéficier au plus grand nombre,
- Faire le lien avec l'autorité de gestion pour que le programme respecte les aspects réglementaires du programme.

### **3. ... composé d'élus et de représentants de la société civile**

Le GAL Charente e Limousin sera construit sur les mêmes principes que la précédente organisation du programme LEADER 2014-2020 Charente Limousine, avec un nombre prévisionnel de membres comprenant 21 membres (titulaire + suppléant) :

#### **9 membres pour le collège public :**

- Le président du SCL,
- 1 représentant de chaque communauté de communes membre, soit 3 membres,
- 1 représentant pour chaque conseil départemental, soit 2 membres,
- Le Syndicat à vocation unique les Hauts de Tardoire,
- Le Syndicat d'Aménagement du Bassin de la Vienne,
- Le Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional Périgord-Limousin.

L'élue référente du conseil régional Nouvelle Aquitaine sera associée aux travaux, en tant que membre observateur.

#### **12 membres pour le collège privé**

**Pour la CCOL** sont proposés les deux membres suivants :

- La Chambre d'Agriculture de la Haute-Vienne,
- L'association de chefs d'entreprises Uni-Pro des Feuillardiers.

**Pour la CCPOL** sont proposés les quatre membres suivants :

- Le Centre International de Recherche & de Restitution sur les Impacts et sur Rochechouart,
- Pouce Travail,
- Le carrefour des entrepreneurs,
- L'Office de tourisme Porte Océane du Limousin.

**Pour la CCCL**, sont proposés les six membres suivants :

- L'association Charmille,
- La Chambre de commerce et d'industrie de la Charente,
- Le Centre d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu Rural du Pays de Charente Limousine (CIVAM-CL),
- Les festivals de Confolens ou l'Imprévu de Montemboeuf (en fonction de leurs disponibilités),
- Le Chemin de Fer Charente Limousine,
- Le Domaine de Boisbuchet.

Si besoin, il est prévu d'associer des **membres techniques experts** au GAL pour avoir un avis pertinent sur les dossiers le nécessitant.

Il a été constitué avec les prérogatives suivantes :

- Rassembler des membres représentatifs du territoire dans l'objectif de déployer la stratégie de développement local de manière efficace et pertinente,
- Concentrer suffisamment de membres pour être en capacité d'animer et de conduire le projet des fonds européens sur le GAL Charente e Limousin,
- Ne pas être trop lourd dans le processus décisionnel en limitant volontairement le nombre de membres.

#### **4. Un fonctionnement clairement affiché**

Les résultats intéressants du programme LEADER 2014-20 pour la Charente Limousine, et la satisfaction des membres du GAL attestée par l'évaluation qualitative présentée notamment avec les lettres d'information annuelle (5 éditions), ont convaincu les acteurs du prochain programme de fonds européens de garder une organisation proche de celle de la période écoulée.

Parmi les points importants, signalons :

- 1) L'ensemble des membres du GAL se retrouveront en moyenne 4 fois par an au sein de comités de programmation. Ces réunions seront l'occasion de statuer sur les projets sollicitant une aide de fonds européens, de suivre l'avancement du projet, les budgets alloués et restant, le niveau de réalisation des objectifs. Un bilan d'avancement sera fait par l'équipe technique du GAL à chaque comité de programmation.
- 2) Les porteurs de projets sollicitant une subvention viendront présenter leur projet devant le GAL.
- 3) Pour accélérer le positionnement du GAL et pour augmenter l'influence des fonds européens sur les projets, le vote en **sélection** sera instauré (positionnement de principe du GAL dès que le projet est suffisamment défini).
- 4) La règle du double quorum sera appliquée.

Le règlement intérieur (annexe page suivante) décrit de manière détaillée le fonctionnement.

Il n'est pas envisagé de créer de commissions techniques au sein du GAL, cela pour ne pas alourdir son fonctionnement. Cependant, les dossiers les plus importants, ou nécessitant un travail d'analyse plus approfondi pourront donner lieu à la création de commissions ad hoc. Leurs compositions seront décidées et validées par le GAL.

## 5. Une autonomie affichée ... mais un lien fort avec le territoire :

Le Président du GAL sera élu en début de programme, dès que l'ensemble des membres votant auront rejoint le GAL. Le Président sera chargé de représenter le GAL en toutes occasions et de suivre l'exécution des décisions du Comité de programmation, tout en veillant à l'exécution du programme de fonds européens. Il veillera au suivi du fonctionnement du GAL, et procédera au recrutement nécessaire pour celui-ci.

Le GAL sera souverain dans les décisions qui seront prises lors des comités de programmation.

De même, il est envisagé de présenter le programme de fonds européens et son avancement une fois par an au cours de la **conférence des maires** de chaque EPCI adhérent (réunion annuelle rassemblant tous les maires pour faire le point sur les projets de ce dernier). Cela permettra :

- d'une part, de mieux faire connaître les fonds européens aux acteurs du territoire pour toucher les futurs porteurs de projet,
- d'autre part, de communiquer sur les actions de l'Europe à travers ce programme.

## ANNEXE

### REGLEMENT INTERIEUR DU GAL CHARENTE e LIMOUSIN

#### 1. Les membres du Comité de programmation

Le Comité de programmation délibère valablement lorsque le principe du double quorum suivant est respecté :

au moment de la séance ;

- au moins 50 % des membres votants lors de la séance du Comité de Programmation appartiennent au collège privé.

Cependant, le comité de programmation peut déroger à la règle du double-quorum si celui-ci devait être affecté par le retrait d'un ou plusieurs membres impliqués dans un projet en débat, au nom du principe de conflit d'intérêt.

Le Groupe d'Action Locale (GAL) invite systématiquement à assister à son Comité de programmation, sans voix délibérative, le Président du Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine ou son représentant au titre de la fonction d'Autorité de gestion.

Il peut également inviter l'organisme payeur à assister à son comité de programmation.

#### 2. Responsabilité du président de la structure porteuse du GAL et du président du GAL s'ils sont différents

Le président de la structure porteuse du GAL est responsable du portage juridique, administratif et financier du GAL. Il est autorisé par son organe délibérant à signer les actes juridiques, administratifs et financiers qui se rapportent au GAL. Il peut déléguer sa signature au président du GAL pour tout ou partie de ces actes. Une délégation de signature sera alors validée en conseil communautaire.

Cette délégation peut ne porter que sur les actes relatifs au fonctionnement du comité de programmation (invitations et comptes-rendus) puisque le président du GAL assure la présidence de ce comité.

Le rôle du Président du GAL, en tant que président du Comité de programmation, est d'animer le Comité de programmation, de veiller au respect du règlement intérieur, signer le cas échéant s'il en a délégation, les invitations et les comptes rendus.

#### 3. Fréquence des Comités de programmation

Le comité de programmation du GAL se réunit au minimum quatre fois par an. Il pourra se réunir plus souvent si cela est nécessaire.

#### 4. Les tâches du Comité de programmation

Le Comité de programmation doit notamment :

- avoir l'initiative des propositions de programmation des projets du volet territorial des fonds européens ;
- élaborer une procédure de sélection transparente (portée à la connaissance des demandeurs d'aide) et non discriminatoire et des critères de sélection des opérations en amont de la sélection des opérations ;
- garantir lors du vote des opérations présentées l'absence de conflits d'intérêt ;
- assurer, lors de la sélection des opérations, la cohérence entre celles-ci et la stratégie de développement local en classant les opérations en fonction de leur contribution à la réalisation des objectifs et valeurs cibles de la stratégie ;
- se voir présenter les avis techniques recueillis par le GAL sur les projets à financer au titre du DLAL et statuer sur chacun des projets (programmation, report ou rejet) ;
- évaluer périodiquement les progrès réalisés pour atteindre les objectifs spécifiques de l'intervention et préparer les éléments nécessaires à une évaluation du programme ;
- établir et acter les propositions de modifications de la maquette financière ou du plan de développement / stratégie ;
- examiner les résultats de la mise en œuvre, notamment la réalisation des objectifs fixés pour les différentes fiches-actions, ainsi que l'évaluation à mi-parcours ;



- examiner le suivi financier ;
- établir les comptes-rendus des débats signés du président du GAL et les diffuser à l'autorité de gestion dans un délai indicatif d'un mois.

## **5. Préparation des réunions du Comité de programmation**

- Montage/Instruction des dossiers : Chaque porteur de projet devra obligatoirement rencontrer l'animateur qui le guidera dans le montage administratif de son projet.
- Délais : Les dossiers complets devront être déposés au moins deux mois avant la date prévue du comité de programmation. Dans la mesure du possible, un dossier devra être jugé a priori et non a posteriori.
- Comités techniques : Le GAL se réserve le droit de mettre en place, s'il le juge nécessaire, des comités techniques pour l'examen des dossiers en amont des comités de programmation.

## **6. Consultation écrite du Comité de programmation**

Le GAL peut, à l'initiative de son Président, consulter les membres du comité de programmation par écrit (forme papier ou électronique).

Les membres du comité de programmation disposent d'un délai de 15 jours pour donner leur avis sur le(s) dossier(s) qui leur est (sont) soumis.

Les réponses permettent de vérifier que les conditions de double quorum sont atteintes. A défaut, le(s) dossier(s) soumis à avis sera(ont) proposé(s) à nouveau lors du prochain GAL.

## **7. Secrétariat du Comité de programmation**

Les techniciens du GAL rédigent le procès-verbal du comité de programmation.

## **8. Le dossier du Comité de programmation**

Chacun des membres du comité de programmation sera destinataire, en début de comité de programmation d'un dossier comprenant :

- un relevé de décisions du précédent Comité de programmation,
- une liste descriptive des projets qui seront soumis en Comité accompagnée des grilles de sélection,
- une présentation de l'avancement financier du programme,
- tous documents jugés utiles.

## **9. Les décisions du Comité de programmation**

- Modalités de prise de décision :

La règle du double quorum devra être respectée.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Les votes nuls et les abstentions ne sont pas comptabilisés. En cas d'égalité, la voix du Président est prépondérante.

Le vote à bulletin secret est utilisé quand le tiers des membres présents en fait la demande. Le mode habituel est le vote à main levée.

En cas de présence du titulaire et du suppléant, seul le titulaire peut voter et qu'un titulaire ne peut donner pouvoir à un autre titulaire, ni à un autre suppléant que le sien s'il est absent.

Dans le cas où le maître d'ouvrage est un membre du GAL ; il présente son projet puis sort de la salle et ne participe ni aux discussions ni au vote. Dans le cas où sa sortie de la salle implique un problème de quorum, un membre public est tiré au sort pour sortir de la salle et ne participe pas aux délibérations.

- Notification :

Le Président du GAL notifie par courrier les décisions prises aux porteurs de projets dans un délai de 15 jours après le comité de programmation. Si le dossier est accepté, le montant de la subvention accordée sera précisé ainsi que les modalités de paiement. Si le dossier est refusé, le refus devra être motivé dans le courrier.



## AR Prefecture

016-200072049-20220525-2022\_092-DE  
Reçu le 30/05/2022  
Publié le 30/05/2022

Ainsi, le syndicat Charente e Limousin pourra porter la gestion territorialisée de ces fonds européens pour cette nouvelle programmation. Au préalable, il devra répondre à un Appel à candidature (AAC) lancé par la Région Nouvelle Aquitaine pour lequel le dépôt d'un dossier complet est attendu le 17 juin au plus tard. Cette candidature doit comprendre deux volets : l'un sur la stratégie de développement local, l'autre sur la gouvernance de l'instance de gestion des fonds.

Pour rappel, l'enveloppe totale allouée à notre territoire de contractualisation, sur le fondement de l'axe 5 du FEDER, et de la mesure LEADER est d'environ 3,4 M €.

### 1/Elaboration de la stratégie de développement local

L'appel à candidature régional exige que les territoires de contractualisation présentent une stratégie de développement local, pour pouvoir prétendre à l'enveloppe allouée.

Le travail de diagnostic déjà effectué fait apparaître différents besoins de soutien des projets locaux. En réponse à ce constat, une première ébauche de la stratégie locale de développement pourrait dégager les orientations suivantes :

Axe 1 – Favoriser l'accès aux services, à l'emploi et aux loisirs pour toutes et tous

Axe 2 – Renforcer l'attractivité et l'identité du territoire

Axe 3 – Faire de la transition écologique une priorité

Axe 4 – Revitaliser nos centres-bourgs

La concertation des acteurs du territoire a permis d'affiner ces orientations, à travers des réunions et ateliers organisés auprès des élus, acteurs de la société civile et partenaires institutionnels au cours des dernières semaines.

Les axes ainsi définis seront ensuite déclinés en une grille de sélection des projets, portant sur des paramètres tels que : le montant plancher des investissements, la nature du bénéficiaire, la localisation du projet, l'effet sur le développement local, etc.

Lorsque la première version de la stratégie sera rédigée, le territoire de contractualisation déposera officiellement cette candidature auprès de la Région Nouvelle Aquitaine pour instruction. Une phase d'échange avec les services régionaux s'ouvrira alors pour affiner la stratégie de développement local. Celle-ci pourra ensuite être présentée aux conseils communautaires pour approbation, avant conventionnement avec la Région.

### 2/ Instauration d'une gouvernance du volet territorial

Les trois EPCI du territoire de contractualisation doivent organiser la gestion des fonds européens autour de deux principes, posés par l'appel à candidature régional :

- L'identification d'une seule structure porteuse pour la gestion des fonds :

A la demande de la Région, il ne peut y avoir qu'une seule entité responsable de la mise en œuvre territorialisée des financements européens sur un territoire de contractualisation. Il reviendrait donc au Syndicat Charente e Limousin d'incarner ce rôle de structure porteuse unique et de mettre en œuvre un Groupement d'action locale (GAL) chargé de l'animation et de la communication pour la mise en œuvre de la stratégie.

- La constitution d'un groupement d'acteurs locaux :

L'appel à candidature régional impose de constituer une instance de gouvernance spécifique, correspondant aux exigences réglementaires européennes. Cette instance devra prendre la forme d'un comité de sélection, mêlant acteurs publics et privés, dans une représentation équilibrée. Cette instance sera donc chargée de sélectionner les projets susceptibles d'être financés par les fonds européens, et rendra à cet effet une décision d'opportunité sur le soutien des dossiers présentés, qui seront ensuite soumis à une instruction de la Région pour le versement des fonds.

<p align="center"><b>AR Prefecture</b></p> <p>016-200072049-20220525-2022_092-DE          Reçu le 30/05/2022          Publié le 30/05/2022</p>
--

**Après en avoir délibéré, le bureau communautaire, à l'unanimité :**

- **PREND ACTE** des orientations de la stratégie de développement local pour l'approche territoriale des fonds européens, sur ce nouveau territoire de contractualisation
- **AUTORISE** le Syndicat Charente e Limousin à porter la candidature commune au nom du territoire de contractualisation, et donc au nom de la Communauté de communes de Charente Limousine, pour répondre à l'appel à candidature régional et à porter le Groupement d'action locale ;
- **AUTORISE** le Président à signer tous les documents se rapportant à cette présente décision

*La présente délibération du Bureau Communautaire peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, dans les deux mois de sa publication, devant le tribunal administratif de Poitiers*

<b>Voix pour</b>	<b>9</b>	<b>Voix contre</b>		<b>Abstentions</b>	
------------------	----------	--------------------	--	--------------------	--

Pour Extrait Conforme

Le 30/05/2022

Le Président,

Benoit SAVY



## 2. Délibération de la CCPOL du 2 juin 2022

### 2022/133 – APPROCHE TERRITORIALE DES FONDS EUROPEENS

#### MODALITES DE DEPOT DE LA CANDIDATURE PORTEE PAR LE SYNDICAT CHARENTE E LIMOUSIN POUR LE COMPTE DES COMMUNAUTES DE

#### COMMUNES

#### PORTE OCEANE DU LIMOUSIN, OUEST LIMOUSIN ET CHARENTE LIMOUSINE

---

La nouvelle programmation des fonds européens pour la période 2021/2027 devrait être approuvée par la commission européenne en fin de premier semestre 2022. Cette programmation sera mise en œuvre par les régions, autorités de gestion en ce qui concerne le Fonds européen de développement régional (FEDER) et partiellement le Fonds européen agricole pour le développement régional (FEADER). Toutefois, la gestion d'une partie de l'axe 5 du FEDER ainsi que la mesure LEADER, seront déléguées à des territoires de contractualisation dans l'optique d'une « approche territoriale des fonds européens ».

Jusqu'alors, cette gestion était assurée d'une part par le GAL Charente Limousine (pour la CC Charente Limousine) et par le GAL Chataigneraie Limousine (pour les CC Porte Océane du Limousin et Ouest Limousin).

Le Syndicat Charente e Limousin avait formulé une demande au Président de Région, afin de porter cette contractualisation à l'échelle de son territoire. Cette démarche était en pleine cohérence avec les statuts fondateurs du syndicat qui prévoyaient, dans leur article 2, qu'il soit « un espace pour construire toute contractualisation avec la Région ».

Cette demande a été entendue par la Région Nouvelle-Aquitaine, qui a donné son accord à la création de ce nouveau territoire de contrat, par courrier du 23 décembre 2021.

Ainsi, le syndicat Charente e Limousin pourra porter la gestion territorialisée de ces fonds européens pour cette nouvelle programmation. Au préalable, il devra répondre à un Appel à candidature (AAC) lancé par la Région Nouvelle Aquitaine pour lequel le dépôt d'un dossier complet est attendu le 17 juin au plus tard. Cette candidature doit comprendre deux volets : l'un sur la stratégie de développement local, l'autre sur la gouvernance de l'instance de gestion des fonds.

Pour rappel, l'enveloppe totale allouée à notre territoire de contractualisation, sur le fondement de l'axe 5 du FEDER, et de la mesure LEADER est d'environ 3,4 M €.

#### 1/Elaboration de la stratégie de développement local

L'appel à candidature régional exige que les territoires de contractualisation présentent une stratégie de développement local, pour pouvoir prétendre à l'enveloppe allouée. Cette stratégie consiste en premier lieu en une analyse des forces et faiblesses du territoire (diagnostic), qui fera ressortir des besoins d'actions spécifiques, propres à participer au développement du territoire. Sur la base de ce diagnostic, des critères de sélection des projets publics ou privés à financer seront déterminés.

Le travail de diagnostic déjà effectué fait apparaître différents besoins de soutien des projets locaux. En réponse à ce constat, une première ébauche de la stratégie locale de développement pourrait dégager les orientations suivantes :

- Axe 1 – Favoriser l'accès aux services, à l'emploi et aux loisirs pour toutes et tous
- Axe 2 – Renforcer l'attractivité et l'identité du territoire
- Axe 3 – Faire de la transition écologique une priorité
- Axe 4 – Revitaliser nos centres-bourgs

La concertation des acteurs du territoire a permis d'affiner ces orientations, à travers des réunions et ateliers organisés auprès des élus, acteurs de la société civile et partenaires institutionnels au cours des dernières semaines.

Les axes ainsi définis seront ensuite déclinés en une grille de sélection des projets, portant sur des paramètres tels que : le montant plancher des investissements, la nature du bénéficiaire, la localisation du projet, l'effet sur le développement local, etc.

Lorsque la première version de la stratégie sera rédigée, le territoire de contractualisation déposera officiellement cette candidature auprès de la Région Nouvelle Aquitaine pour instruction. Une phase d'échange avec les services régionaux s'ouvrira alors pour affiner la stratégie de développement local. Celle-

ci pourra ensuite être présentée aux conseils communautaires pour approbation, avant conventionnement avec la Région.

## 2/ Instauration d'une gouvernance du volet territorial

Les trois EPCI de notre territoire de contractualisation doivent organiser la gestion des fonds européens autour de deux principes, posés par l'appel à candidature régional :

- L'identification d'une seule structure porteuse pour la gestion des fonds :

A la demande de la Région, il ne peut y avoir qu'une seule entité responsable de la mise en œuvre territorialisée des financements européens sur un territoire de contractualisation. Les Présidents des trois EPCI ont estimé qu'il reviendrait au Syndicat Charente e Limousin d'incarner ce rôle de structure porteuse unique et de mettre en œuvre un Groupement d'action locale (GAL) chargé de l'animation et de la communication pour la mise en œuvre de la stratégie.

- La constitution d'un groupement d'acteurs locaux :

L'appel à candidature régional impose de constituer une instance de gouvernance spécifique, correspondant aux exigences réglementaires européennes. Cette instance devra prendre la forme d'un comité de sélection, mêlant acteurs publics et privés, dans une représentation équilibrée. Cette instance sera donc chargée de sélectionner les projets susceptibles d'être financés par les fonds européens, et rendra à cet effet une décision d'opportunité sur le soutien des dossiers présentés, qui seront ensuite soumis à une instruction de la Région pour le versement des fonds.

Il vous est demandé :

- de prendre acte des orientations de la stratégie de développement local pour l'approche territoriale des fonds européens, sur ce nouveau territoire de contractualisation,
- d'autoriser le Syndicat Charente e Limousin à porter la candidature commune au nom du territoire de contractualisation, dont fait partie la Communauté de Communes Porte Océane du Limousin, pour répondre à l'appel à candidature régional et à porter le Groupement d'action locale,

Le conseil communautaire,  
Après délibération,

- PREND ACTE des orientations de la stratégie de développement local pour l'approche territoriale des fonds européens, sur ce nouveau territoire de contractualisation,
- AUTORISE le syndicat Charente e Limousin à porter la candidature commune au nom du territoire de contractualisation, pour répondre à l'appel à candidature régional et à porter le Groupement d'action locale,

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.  
Ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,  
Le Président de la Communauté de  
Communes Porte Océane du  
Limousin  
Pierre ALLARD



### 3. Délibération de la CCOL du 2 juin 2022

Nombre de membres : 34  
En exercice : 33  
Présents : 23  
Pouvoirs : 7  
Votants : 30

Abstentions : 0  
Exprimés : 30  
Pour : 30  
Contre : 0

N°2022-31

#### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES OUEST LIMOUSIN

**L'An deux mille vingt-deux, le jeudi 02 juin à 20h00.**

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni Salle de Réunion Communautaire au siège de la Communauté de Communes à 87150 CUSSAC sous la présidence de Christophe GEROUARD, Président.  
Date de la convocation : le 25 mai deux mille vingt-deux.

**Présents :** Christophe Gérouard, Patrice Chauvel, Agnès Varachaud, Jean-Pierre Charmes, Pierre Varachaud, Louis Furlaud, Jean Maynard, Patrick Chambord, Maryse Parverie, Joël Vilard, Richard Simonneau, Josiane Lefort, Jean-Pierre Broussaud, Alain Duris, Bernard Darfeuilles Christian Vignerie, Chantal Robin, Bruno Grancoing, Philippe Lalay, Sylvie Germond, Hervé Mazeaud, Jérôme Suet, André Soury.

**Suppléants présents :**

**Pouvoirs :** Maryse Thomas à Christian Vignerie, Chantal Chabot à Pierre Varachaud, Charles-Antoine Darfeuilles à Joël Vilard, Patrick Gibaud à Josiane Lefort, Thierry Dauchart à Agnès Varachaud, Bertrand Jayat à Bruno Grancoing, Pierre Hachin à Jérôme Suet,

**Secrétaire de séance :** Josiane LEFORT

**Objet : Approche territoriale des fonds européens. Modalités de dépôt de la candidature portée par le Syndicat « Charente e Limousin » pour le compte des communautés de communes Porte Océane du Limousin, Ouest Limousin et Charente Limousine.**

Monsieur le Président rappelle que la nouvelle programmation des fonds européens pour la période 2021/2027 devrait être approuvée par la commission européenne en fin de premier semestre 2022. Cette programmation sera mise en œuvre par les régions, autorités de gestion en ce qui concerne le Fonds européen de développement régional (FEDER), et partiellement le Fonds européen agricole pour le développement régional (FEADER). Toutefois, la gestion d'une partie de l'axe 5 du FEDER ainsi que la mesure LEADER, seront déléguées à des territoires de contractualisation dans l'optique d'une « approche territoriale des fonds européens ».

Jusqu'alors, cette gestion était assurée d'une part par le GAL Charente Limousine (pour la CC Charente Limousine) et par le GAL Chataigneraie Limousine (pour les CC Porte Océane du Limousin et Ouest Limousin)

Le Syndicat Charente e Limousin avait formulé une demande au Président de Région, afin de porter cette contractualisation à l'échelle de son territoire. Cette démarche était en pleine cohérence avec les statuts fondateurs du syndicat qui prévoyaient, dans leur article 2, qu'il soit « un espace pour construire toute contractualisation avec la Région ».

Cette demande a été entendue par la Région Nouvelle-Aquitaine, qui a donné son accord à la création de ce nouveau territoire de contrat, par courrier du 23 décembre 2021.

Ainsi, le syndicat Charente e Limousin pourra porter la gestion territorialisée de ces fonds européens pour cette nouvelle programmation. Au préalable, il devra répondre à un Appel à candidature (AAC) lancé par la Région Nouvelle Aquitaine pour lequel le dépôt d'un dossier complet est attendu le 17 juin au plus tard. Cette candidature doit comprendre deux volets : l'un sur la stratégie de développement local, l'autre sur la gouvernance de l'instance de gestion des fonds.

Pour rappel, l'enveloppe totale allouée à notre territoire de contractualisation, sur le fondement de l'axe 5 du FEDER, et de la mesure LEADER est d'environ 3,4 M €.

#### 1/Elaboration de la stratégie de développement local.

L'appel à candidature régional exige que les territoires de contractualisation présentent une stratégie de développement local, pour pouvoir prétendre à l'enveloppe allouée. Cette stratégie consiste en premier lieu en une analyse des forces et faiblesses du territoire (diagnostic), qui fera ressortir des besoins d'actions spécifiques, propres à participer au développement du territoire. Sur la base de ce diagnostic, des critères de sélection des projets publics ou privés à financer seront déterminés.



Le travail de diagnostic déjà effectué fait apparaître différents besoins de soutien des projets locaux. En réponse à ce constat, une première ébauche de la stratégie locale de développement pourrait dégager les orientations suivantes :

- Axe 1 – Favoriser l'accès aux services, à l'emploi et aux loisirs pour toutes et tous
- Axe 2 – Renforcer l'attractivité et l'identité du territoire
- Axe 3 – Faire de la transition écologique une priorité
- Axe 4 – Revitaliser nos centres-bourgs

La concertation des acteurs du territoire a permis d'affiner ces orientations, à travers des réunions et ateliers organisés auprès des élus, acteurs de la société civile et partenaires institutionnels au cours des dernières semaines.

Les axes ainsi définis seront ensuite déclinés en une grille de sélection des projets, portant sur des paramètres tels que : le montant plancher des investissements, la nature du bénéficiaire, la localisation du projet, l'effet sur le développement local, etc.

Lorsque la première version de la stratégie sera rédigée, le territoire de contractualisation déposera officiellement cette candidature auprès de la Région Nouvelle Aquitaine pour instruction. Une phase d'échange avec les services régionaux s'ouvrira alors pour affiner la stratégie de développement local. Celle-ci pourra ensuite être présentée aux conseils communautaires pour approbation, avant conventionnement avec la Région.

## 2/ Instauration d'une gouvernance du volet territorial.

Les trois EPCI du territoire de contractualisation doivent organiser la gestion des fonds européens autour de deux principes, posés par l'appel à candidature régional :

- L'identification d'une seule structure porteuse pour la gestion des fonds

A la demande de la Région, il ne peut y avoir qu'une seule entité responsable de la mise en œuvre territorialisée des financements européens sur un territoire de contractualisation. Les Présidents des trois EPCI ont estimé qu'il reviendrait au Syndicat Charente e Limousin d'incarner ce rôle de structure porteuse unique et de mettre en œuvre un Groupement d'action locale (GAL) chargé de l'animation et de la communication pour la mise en œuvre de la stratégie.

- La constitution d'un groupement d'acteurs locaux :

L'appel à candidature régional impose de constituer une instance de gouvernance spécifique, correspondant aux exigences réglementaires européennes. Cette instance devra prendre la forme d'un comité de sélection, mêlant acteurs publics et privés, dans une représentation équilibrée. Cette instance sera donc chargée de sélectionner les projets susceptibles d'être financés par les fonds européens, et rendra à cet effet une décision d'opportunité sur le soutien des dossiers présentés, qui seront ensuite soumis à une instruction de la Région pour le versement des fonds.

La composition précise du comité de sélection fera l'objet d'une délibération ultérieure.

Oui l'exposé de Monsieur le Président et après en avoir débattu, le Conseil Communautaire à l'unanimité :

-**PREND** acte des orientations de la stratégie de développement local pour l'approche territoriale des fonds européens, sur ce nouveau territoire de contractualisation,

- **VALIDE** l'engagement du Syndicat Charente e Limousin à porter la candidature commune au nom du territoire de contractualisation, pour répondre à l'appel à candidature régional et à porter le Groupement d'Action locale,

- **AUTORISE** le Président à signer et déposer tout document utile au bon déroulement de ce dossier.

**Fait et délibéré le jour, mois, lieu et an que dessus.**

Certifié exécutoire le  
Le Président,

Le Président,

Christophe GEROUARD

## 4. Résumé du projet

### 1. Fiche d'identité :

- ✚ **Région** : Nouvelle-Aquitaine      **Département** : Charente et Haute-Vienne
- Ss-Préfecture** : Confolens et Rochechouart- **Nombre de communes** : 87
- ✚ **Structure support** : Syndicat mixte Charente e Limousin (*Syndicat de type « fermé »*)
- ✚ **Président** : M. Jean Duchambon (Maire de Saint-Victorien)
- ✚ **Superficie** : 2 154 km<sup>2</sup> - **Population** : 72 949 habitants
- ✚ **Communautés de Communes membres** :
  - Communauté de Communes de Charente Limousine (58 communes – 35 378 habitants)
  - Communauté de Communes de Porte Océane Limousin (13 communes – 25 692 habitants)
  - Communauté de communes Ouest Limousin (16 communes – 11 879 habitants)

### 2. Diagnostic de territoire : Le territoire en quelques mots :

Le territoire Charente e Limousin bénéficie d'un environnement et d'un cadre de vie préservés et authentiques. Entre granite et calcaire, cet espace géographique bénéficie de conditions idéales pour l'élevage agricole bovin et ovin. La nature argileuse de son sous-sol et la vigueur de ses boisements ont permis le développement d'industries ancrées dans l'identité du territoire : les tuileries de Terres-de-Haute-Charente, l'industrie du papier-carton... En périphérie des agglomérations d'Angoulême, de Poitiers et de Limoges, et à part le pôle majeur de St Junien (11 000 hts), le territoire Charente e Limousin présente toutefois les caractéristiques d'un territoire rural à faible densité. Cette faible urbanisation laisse la place à des paysages bocagers préservés, assez typiques et entrecoupés de nombreux cours d'eaux. L'environnement est donc particulièrement verdoyant et constitue un véritable réservoir de biodiversité. Associé à la qualité de son patrimoine culturel, ces deux atouts font du territoire Charente e Limousin un territoire à fort potentiel en termes de tourisme rural.

### Enjeux identifiés sur le territoire :

Thème	Enjeux identifiés sur le territoire / retenus sur DLAL 2021-2027
<b>Démographie, dynamique territoriale</b>	Développer les dynamiques locales pour maintenir les populations sur le territoire
	Adapter le territoire au vieillissement de sa population
<b>Environnement, cadre de vie</b>	Mieux connaître et faire connaître le patrimoine naturel du territoire
	Déployer des actions de protection et de restauration des milieux naturels du territoire
<b>Patrimoine</b>	Faire de l'architecture rurale un atout du cadre de vie de la Charente Limousine
	Valoriser les bourgs au patrimoine remarquable du nord-est du territoire pour créer un pôle touristique fort
<b>Culture</b>	Pérenniser les structures culturelles en place et développer les fréquentations
	Développer les liens entre structures et accompagner l'appropriation des actions culturelles par le public
<b>Services à la population</b>	Maintenir les pôles multi- services (santé, commerce, éducation,...) déjà présents sur le territoire
	Développer la mobilité vers les pôles d'activités, en priorité pour les populations les plus fragiles
<b>Agriculture</b>	Maintien et développement de l'élevage de qualité
	Augmentation de la résilience des exploitations par la diversification de leurs sources de revenus
	Limitation de la baisse du nombre d'exploitations agricoles
<b>Artisanat commerce industrie</b>	Accompagnement du renouvellement des générations des entrepreneurs du territoire
	Maintien d'un maillage commercial équilibré sur le territoire
	Accompagner les entreprises aux défis de la transition énergétique
<b>Tourisme</b>	Qualifier et diversifier l'offre d'hébergements, d'activités touristiques et de restauration.
	Augmenter la visibilité du territoire et de ses acteurs à l'extérieur pour accroître le flux touristique
	Élargir la saison touristique pour augmenter les retombées sur le territoire

### 3. Stratégie retenue par le territoire

#### 31. Les finalités de l'action du GAL :

- **Création de richesses, création d'emplois** : pour limiter les impacts sociaux de la crise actuelle et participer au maintien de la population et à l'attractivité du territoire,
- **Conservation et valorisation des patrimoines naturel, architectural et culturel**, pour donner à voir et à connaître les trésors du territoire,
- **Qualité de vie sur le territoire** : par le maintien du cadre de vie et des services de base à la population,
- **L'adaptation à la transition énergétique et au développement durable**, pour maintenir la biodiversité et la qualité environnementale des territoires.

#### 32. Approches transversales :

- Baser le projet sur un diagnostic exhaustif pour ne pas éliminer de domaine d'action a priori,
- Faire des choix stratégiques forts dans la priorité ciblée pour ne pas éparpiller les fonds,
- Travailler sur des dynamiques territoriales existantes pour construire un programme partagé avec les acteurs,
- Construire un projet en cohérence et en complémentarité des autres dispositifs d'aide.

### 4. La priorité ciblée :

Les acteurs du territoire se sont accordés sur le fait que le développement du territoire Charente e Limousin passait nécessairement par un accompagnement du développement économique du territoire. Une fois ce constat fait, et sur la base de l'analyse du diagnostic de territoire et des échanges des groupes de travail, les travaux ont porté sur la **stratégie à adopter pour accompagner un tel développement**.

Le fait que le territoire dépende fortement de forces économiques extérieures (grandes entreprises du carton et de la tuile, emplois publics) pose un vrai problème. En dehors de l'agriculture, domaine d'activité important par son poids économique, il est compliqué pour les acteurs locaux d'avoir une influence sur l'avenir de l'économie de leur territoire. Il a donc été décidé de **travailler à des sources de diversification de l'économie locale** pour en augmenter la résilience.

Un autre constat fait par les acteurs de cette stratégie **concerne la qualité de vie préservée pour le territoire**. Grâce à un environnement et des paysages de grande qualité, des centres-bourgs maillant le territoire, le territoire Charente e Limousin permet aux personnes qui le découvrent de goûter à une certaine qualité de vie.

Croisant tous ces éléments, les acteurs du territoire se sont accordés sur la possibilité d'allier développement économique et maintien de la qualité de vie dans un environnement naturel et culturel de qualité.

### 5. Les axes de travail de cette priorité ciblée :

#### 1. Au titre des fonds européens FEDER OS5

OS 1 : Favoriser l'accès aux services, à l'emploi et aux loisirs pour toutes et tous

FA 1.1. Rapprocher les services des habitants, notamment grâce au numérique

FA 1.2. Favoriser l'autonomie, notamment des plus jeunes pour qu'ils accèdent plus facilement aux services publics et équipements de loisirs et culturels

OS 4 -> FA 2. Réadapter nos centres-bourgs

#### 2. Au titre des fonds européens LEADER

OS 3 -> FA 3. Faire de la transition écologique et agricole une priorité

OS 2 -> FA 4. Renforcer l'attractivité et l'identité du territoire.

## **6. Valeur ajoutée du programme DLAL 2021 27**

### **61. Valeurs ajoutées inhérentes au fonctionnement du programme DLAL 2021-27**

- **Approche multi-sectorielle** : par la définition d'un projet commun pour un ensemble d'acteur
- **La mise en réseau des acteurs** : par la mise en place d'une organisation pérenne de travail collectif
- **Une optimisation des budgets alloués** : par la définition d'une stratégie commune, sur un territoire cohérent, sur la base d'une démarche ascendante,
- l'approche DLAL permet d'apporter une aide financière aux projets territoriaux les plus utiles.
- **Une source d'innovation, de coopération** : par l'apport de données extérieures (réseau et coopération).

### **62. Valeurs ajoutées propres à la présente candidature :**

- **Un projet basé sur des choix stratégiques forts** : dans un objectif d'efficacité et pour éviter le phénomène de « saupoudrage ».
- **Une volonté affirmée d'évaluer les impacts du programme** : dans un souci d'amélioration continue, pour améliorer la gestion de politiques de développement à l'avenir.
- **Un programme en cohérence avec les autres fonds européens** : pour que l'équipe technique DLAL 2021-27 puisse agir en tant qu'ambassadeurs des fonds européens sur le territoire.
- **Un dispositif s'appuyant sur les apprentissages du précédent programme** : pour adopter une organisation et un fonctionnement plus performant.
- **Une animation territoriale renforcée** : pour accompagner les acteurs du territoire vers des projets plus cohérents et plus innovants.

## **7. Organisation et fonctionnement du GAL**

### **71. Maquette budgétaire ventilée :**

Sous-mesure du PDR	Pourcentage de la maquette associée
Mise en œuvre de la Stratégie Locale de Développement (SLD)	82,47 %
Projets de coopération	2,59 %
Animation et gestion de la SLD	14,94 %
<b>TOTAL</b>	<b>100,0 %</b>

### **72. Organisation du GAL et de l'équipe technique :**

#### **Organisation du GAL : continuité et amélioration**

Le GAL sera construit sur les bases de la précédente organisation. Avec un nombre de membre prévisionnel de 21 structures (9 publiques, 12 privés), il a été constitué avec les prérogatives suivantes :

- Rassembler des membres représentatifs du territoire dans l'objectif de déployer le projet de manière efficace
- Concentrer suffisamment de membres pour être en capacité d'animer et de conduire le projet DLAL,
- Ne pas être trop lourd à faire fonctionner en limitant le nombre de membres.

Pour enrichir la réflexion des membres du GAL, des membres experts pourront être associés à l'animation du programme (CAUE, CENNA, LPO, ADEME...).

#### **L'équipe technique : pour un fonctionnement et une animation optimisée**

Dans la continuité de ce qui a été mis en place par le GAL Charente Limousine, et compte tenu de la somme allouée au GAL Charente e Limousin pour le DLAL 2021-2027, l'équipe technique, **composée de 2 ETP**, s'organisera de la manière suivante :

- 0,5 ETP sur l'animation (fonctionnement du GAL, organisation comités, accompagnement des porteurs de projet, suivi générale du projet),
- 0,5 ETP sur l'animation territoriale (constitution de 3 groupes techniques locaux dans les axes du DLAL 2021-27 pour faire émerger des projets cohérents et innovants).
- 0,5 ETP sur l'administration (envoi des courriers, récupération des pièces complémentaires, édition des conventions, relance MO),
- 0,5 ETP sur la gestion (suivi des paiements).